**Zeitschrift:** Anzeiger für schweizerische Geschichte = Indicateur de l'histoire suisse

**Band:** 7 (1897)

**Heft:** 3

**Heft**

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 22.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# ANZEIGER

für

# Schweizerische Geschichte.

Herausgegeben
von der
**allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz.**
**Fünfundzwanzigster Jahrgang.**

**N° 3.** (Neue Folge.) **1894.**

Abonnementspreis: Jährlich Fr. 2. 50 für circa 5 — 6 Bogen Text in 5 — 6 Nummern.
Man abonniert bei den Postbureaux, sowie direkt bei der Expedition, Buchdruckerei *K. J. Wyss* in Bern.

INHALT: 12. Notes sur l'histoire vallaisanne, von V. v. Berchem — 13. Freiheitsbrief des Grafen Amedeus VI. von Savoyen für Conthey, von R. Hoppeler. — 14. Der Liederdichter Mathis Zollner, von G. Tobler. — Historische Litteratur die Schweiz betreffend, 1893.

## 12. Notes sur l'histoire vallaisanne.

### 3. Les relations des évêques de Sion avec l'Empire.

A la mort de Rodolphe III, le dernier des rois bourguignons, les évêchés du royaume qui étaient demeurés dans la dépendance immédiate de la couronne passèrent avec elle entre les mains de Conrad II. Dès lors, ils relevèrent directement de l'empereur qui, en vertu du droit public de l'époque, nommait aux évêchés vacants et conférait l'investiture aux nouveaux titulaires. Tel a dû être le sort des évêques de Sion, bien que nous ne connaissions aucun exemple d'investiture impériale en leur faveur pendant le XI^e siècle.[1])

Henri III, poursuivant l'œuvre de son père, réussit à consolider le pouvoir central en Bourgogne, principalement dans la partie septentrionale du royaume. Il tint à plusieurs reprises, à Soleure, à Besançon, des diètes où les grands du pays, réunis à sa cour, traitaient avec lui des affaires particulières de la Bourgogne.[2]) L'un de ces voyages conduisit l'empereur dans les murs de l'antique abbaye de Saint-Maurice, au mois de janvier 1042.[3]) Le siège épiscopal de Sion était alors occupé par un membre de la maison de Savoie, Aymon, fils du comte Humbert I *(Blanche-Main)* qui avait fidèlement servi la cause impériale dès l'origine. Peu d'années après, Aymon est aussi à la tête de l'abbaye de Saint-Maurice.[4]) Les quelques chartes qui datent de son épiscopat contiennent la mention du règne de Henri III dans leur formule chronologique.[5])

[1]) Il en est de même pour un grand nombre d'évêchés, certainement immédiats, du royaume de Bourgogne. Voy. R. Kallmann, *D. Beziehungen des Königreichs Burgund zu Kaiser u. Reich v. Heinrich III. bis auf die Zeit Friedrichs I*, dans *Jahrbuch für Schweiz. Gesch.*, t. XIV. — Ficker, *Reichsfürstenstand*, p. 290 et suiv. — G. Hüffer, *D. Verhältnis d. Königreiches Burgund zu Kaiser u. Reich, besonders unter Friedrich I.*

[2]) Steindorff, *Jahrbücher*, t. I, p. 44, 136 n. 2, 187, 218; t. II, p. 39 et 169.

[3]) *Ibidem*, t. I, p. 133.

[4]) Évêque dès le 2 oct. 1037; † 13 juillet 1054 (M. D. R., t. XXIX, p. 65—66). Prévot de St. Maurice dès 1045 ou 1046 (*ibidem*, n° 88); abbé en 1050 (*Gall. christ.*, t. XII, *Instr.*, col. 428).

[5]) M. D. R., t. XVIII, p. 339, 340, 345 et 346; t. XXIX, p. 62 et 65. La formule est «regnante» ou «regnante in Burgundia», jamais «imperante».

La minorité de Henri IV et plus encore la querelle des investitures portèrent un coup fatal à l'autorité des empereurs en Bourgogne. Cependant, tandis que dans les provinces méridionales évêques et dynastes se jetaient presque sans exception dans le parti de l'Église, Henri trouva dans la Transjurane quelques-uns de ses plus fidèles et actifs défenseurs. C'est ainsi que l'évêque Ermanfroid de Sion, après avoir servi la Papauté avec zèle en combattant la simonie, embrassa non moins chaudement la cause de Henri IV dans sa lutte contre Grégoire VII, et devint l'un de ses conseillers.[1]) Son dévouement valut à son église la propriété des villages de Louèche et de Naters; à lui même, le titre de chancelier de Bourgogne.[2])

Nous ignorons quelle politique ont suivi les successeurs d'Ermanfroid. Aussi bien l'empereur était trop éloigné, son champ d'activité trop étendu pour que son action se fît sentir avec suite dans les provinces bourguignonnes. Preuve en soit pour le Vallais le fait suivant. Louèche et Naters avaient fait autrefois partie des domaines de Saint-Maurice.[3]) Le comte Amédée III de Maurienne, maître de l'abbaye et portant en personne le titre d'abbé, éleva des prétentions sur les deux villages et menaça de les enlever à l'église de Sion. En dépit de la renonciation formelle qui lui fut arrachée par l'évêque Villencus (1116), il finit par s'en emparer, et les habitants lui prêtèrent serment de fidélité. L'évêque ne s'adressera-t-il pas à l'empereur pour obtenir justice, puisque son droit repose sur une concession impériale? Rien n'indique qu'il l'ait fait. La querelle traîna pendant de longues années; puis elle fut portée d'un commun accord devant l'archevêque de Tarentaise, métropolitain de l'église de Sion, assisté des évêques de Maurienne, d'Aoste, de Valence et de Genève, et ce tribunal, après avoir ouï les parties, adjugea la propriété des villages en litige à l'évêque Guérin. Amédée se soumit à ce jugement.[4])

A travers tout le moyen âge, l'Église jouit d'une grande autorité dans les pays bourguignons. Cette autorité est un facteur important de la lutte des empereurs contre les papes; elle a trouvé son expression dans les stipulations du Concordat de Worms qui n'imposent l'investiture aux évêques de la Bourgogne qu'après leur consécration, et leur garantissent la liberté de l'élection canonique.[5]) Le pape et l'archevêque de Tarentaise jouent un rôle plus considérable que l'Empire dans les affaires temporelles du diocèse de Sion.

Avec Frédéric I, une ère nouvelle s'ouvrit pour la politique impériale en Bourgogne. Ce prince rêvait de restaurer l'ancien royaume; son mariage avec Béatrice, la fille et l'héritière du comte Renaud de Bourgogne, devait servir de base à l'accom-

---

[1]) M. D. R., t. XXIX, p. 66—73. — Sur le rectorat de Rodolphe de Rheinfelden en Bourgogne, voy. Hüffer, p. 112; Gremaud, *Introd.* (M. D. R., t XXXIII), p. XXI. L'existence du rectorat est niée par Heyck, *Gesch. d. Herzoge v. Zähringen*, p. 581.

[2]) M. D. R., t. XVIII, p. 347; t. XXIX, p. 73.

[3]) Pour Louèche, voy. *ibidem*, p. 4; pour Naters, *Gall. christ.*, t. XII, *Instr.*, col. 427.

[4]) M. D. R., t. XVIII, p. 355 et 359; t. XXIX, p. 83. Kallmann (*loc. cit.*, p. 69) s'étonne de ne trouver le nom du roi Lothaire que dans une seule formule de date; il aurait dû observer que pour les années du règne de ce prince, il n'existe pas d'autre charte provenant de la chancellerie de Sion.

[5]) Reese, *D. staatsrechtliche Stellung d. Bischöfe Burgunds und Italiens unter Kaiser Friedrich I*, p. 3 et suiv.

plissement de ce dessein. Mais il avait à compter avec les droits plus étendus que réels du recteur de Bourgogne, le duc Berthold IV de Zæhringen.[1]) A la suite de négociations peu connues, Berthold obtint, en 1156, en compensation du sacrifice de ses prétentions sur le royaume entier, une sorte d'avouerie ou de vicariat impérial dans les trois diocèses de Genève, de Lausanne et de Sion. Ce pouvoir comportait le droit d'investir les évêques de leurs régales.[2])

Il est évident que Frédéric regardait l'évêché de Sion comme immédiat puisqu'il en disposait en même temps que de ceux de Genève et de Lausanne qui l'étaient certainement. Par malheur, les documents contemporains sont muets sur l'usage que les Zæhringen firent de leur avouerie à Sion. Berthold IV, servant l'empereur en Italie, traverse à plusieurs reprises la partie inférieure du diocèse pour gagner le Grand-Saint-Bernard.[3]) D'autre part, l'évêque de Sion, Louis [de Granges? 1150—1160], assiste ou se fait représenter à la diète de Roncaglia (1158), et adhère plus tard à l'antipape Victor IV, tandis que son successeur, Amédée [de la Tour, 1163—1168], paraît s'être joint au parti de l'Église, sans doute sous l'influence de l'archevêque Pierre de Tarentaise.[4]) Ces faits ne permettent pas de rien inférer de positif sur les rapports entre le duc et Sion. Il est vrai que les chroniques vallaisannes placent entre 1160 et 1212 une série d'expéditions conduites par Berthold IV et par Berthold V dans la vallée du Rhône; elles montrent le Vallais, d'abord soumis par la force, s'insurgeant et repoussant avec un succès toujours plus complet les tentatives d'une domination étrangère. Mais ces récits de chroniques peu anciennes semblent refléter, pour une grande part, le souvenir des luttes du XIII^e^ et du XIV^e^ siècle entre les Vallaisans et les comtes de Savoie.[5]) Le témoignage de Justinger sur une campagne de Berthold IV dans le Haut-Vallais où il aurait pénétré en franchissant le Grimsel, a une toute autre valeur; peut-être faut-il rapprocher cette expédition du combat d'Obergestelen dont la chronique de Brigue fait mention à l'année 1211.[6]) Que ces deux récits se rapportent ou non à un même événement dont la date resterait à fixer, aucun d'eux n'indique que les Zæhringen aient jamais pris pied dans le Vallais d'une manière durable. Voici du reste ce que nous apprend, sur la position des évêques de Sion, un diplôme impérial daté de Bâle, le 7 mai 1189.[7]) Le comte de Maurienne, Humbert III, était au nombre des adversaires

[1]) Ces droits provenaient: 1° de l'ancien rectorat créé en 1127 suivant Heyck, *op. cit.* p. 275—277; 2° du traité conclu en 1152 entre Frédéric I et Berthold IV, *ibidem*, p. 332—334. Voy. aussi Fournier, *Le royaume d'Arles et de Vienne*, 1138—1378, p. 4 et 16.

[2]) Otto Frising., *Gesta*, ad an. 1156 (MG., SS., t. XX, p. 413); *Continuatio Sanblasiana*, cap. 21 (*ibidem*, p. 314). Voy. Heyck, p. 357—359; Fournier, p. 22.

[3]) Heyck, p. 365, 366 (1158); 369 (1160); 387 (1167); 394 (1175).

[4]) M. D. R., t. XXIX, p. 93; t. XVIII, p. 361 et suiv. Fournier, p. 47.

[5]) Boccard, *Hist. du Vallais*, p. 49—53. On remarquera aussi l'analogie du récit de la bataille du mont Rawyl (1211) avec celui de la bataille du Morgarten.

[6]) *Berner-Chronik*, n° 6 (éd. Studer, p. 6—7). La chronique de Brigue est publiée dans *Ein Reisebericht des Chronisten Joh. Stumpf aus d. Jahre 1544*, par le Dr. H. Escher dans *Quellen zur Schweizergesch.*, t. VI, p. 242—255. Voy. aussi M. D. R., t. XXIX, p. 166. Sur la date, voy. Escher, *loc. cit.*, p. 243 n. 30, et Heyck, p. 431—432.

[7]) M. D. R., t. XXIX, p. 122. Sur les relations de l'archevêque Aymon de Tarentaise avec l'Empire, voy. R. Sternfeld, *Das Verhältnis des Arelats zu Kaiser und Reich vom Tode Friedrichs I. bis zum Interregnum*, p. 19.

de Frédéric I. Vers 1184, comme il refusait de paraître devant la cour impériale pour y répondre des violences dont il était accusé (il avait en particulier mis la main sur les biens de l'église de Turin), une sentence de cette cour avait prononcé l'interdit contre lui et confisqué tout ce qu'il possédait dans les limites de l'Empire, alleux ou fiefs. Après sa mort (1188), son fils Thomas rentra en grâce et obtint de l'empereur Henri VI, qui gouvernait alors au nom de son père, la restitution des biens confisqués. Toutefois, par une réserve à laquelle le jeune comte donna son consentement exprès, Henri retint l'évêché de Sion dans la mouvance immédiate de l'Empire. Avant la condamnation de Humbert, dit l'empereur, les évêques de Sion ont reçu pendant un certain temps leurs régales de la main des comtes de Savoie. A l'avenir, cette église restera toujours attachée à la couronne impériale; l'empereur seul conférera l'investiture des régales à l'évêque. Enfin, Henri investissait lui-même l'évêque Guillaume [I d'Écublens 1184—1196] et prenait sous sa protection les biens de son église.

Le silence gardé par l'empereur au sujet des droits des Zæhringen peut s'expliquer de deux manières. Ou bien Henri regardait ces droits comme éteints à la suite des procès auxquels la concession de 1156 avait donné lieu pour les évêchés de Genève et de Lausanne.[1]) Ou bien, comme l'a supposé Jean de Muller, Berthold IV avait cédé d'emblée l'avouerie de Sion à son beau-frère, le comte Humbert.[2]) Sans contester la vraisemblance de cette dernière hypothèse que la critique a généralement admise, nous ferons observer que l'absorption du temporel des évêchés contigus à leurs possessions héréditaires a été, de tout temps et sur les deux versants des Alpes, la méthode favorite d'agrandissement des princes de Savoie, et que, pour la pratiquer, ils se sont souvent passés d'un titre légitime. Quoiqu'il en soit, le diplôme de 1189 assurait l'immédiateté de l'évêché de Sion contre les prétentions des Zæhringen, aussi bien que contre les droits exercés par la Savoie depuis une époque indéterminée.

Mais l'histoire prouve que la protection impériale n'a pas été efficace à la longue pour sauvegarder l'indépendance des églises menacées par la politique savoyarde.[3]) A Sion, le comte Thomas ne devait pas tarder à reconquérir la situation à laquelle la nécessité seule l'avait contraint à renoncer. S'il faut en croire un document de la fin du XIII^e siècle, dont il sera question plus bas, l'évêque Landri [de Mont, 1206—1237] aurait vendu les régales au comte de Savoie. Ce terme de vente est-il absolument exact, nous ne saurions l'affirmer. Il est probable que l'évêque, incapable de conserver son indépendance vis-à-vis des deux rivaux qui se disputaient la suprématie politique de la Suisse romande, le dernier des Zæhringen et Thomas de Savoie, se décida à accepter la protection, de ce dernier.[4]) En 1224, un

[1]) Secretan, *Un procès au XII^e siècle*, etc., dans *Archiv für Schweiz. Gesch.*, t. XVI, p. 37 et suiv.

[2]) Gingins, *Mém. sur le rectorat de Bourgogne* (M. D. R., t. I), p. 88; Heyck, p. 380.

[3]) Comp. le sort de l'archevêché de Tarentaise, malgré l'investiture de 1186, Ficker, *Reichsfürstenstand*, p. 296.

[4]) On pourrait aussi supposer que, par la paix de Hauterêt qui mit fin, le 18 oct. 1211, à la guerre Savoie-Zæhringen, Berthold V fit abandon définitif de ses prétentions sur Sion à Thomas. Comp l'engagement que celui-ci prend quatre jours auparavant relativement aux régales de Genève (*Reg. Gen.*, n° 528). Noter enfin le rapprochement entre Thomas et Philippe de Souabe, en 1207, Sternfeld, *op. cit.*, p. 24.

accord intervint entre Thomas et l'évêque Landri;[1]) la question des régales n'était pas en jeu; Landri ne songeait pas à contester la suzeraineté de la Savoie. L'évêque recevant du comte l'investiture de ses régales, lui devait l'hommage et un plait de 75 livres mauriçoises. Ce trait mérite d'être relevé; l'investiture donnée aux évêques par l'empereur ou par un avoué impérial devait être gratuite; le paiement d'un plait implique une conception du droit de régale voisine de celle qui régnait en France.[2]) Le comte est regardé comme le véritable propriétaire des régales. Le traité de 1224 stipulait encore que l'église de Sion devait à son suzerain *l'exercitum* jusqu'à l'Eau-Froide et jusqu'au sommet du Mont Joux, c'est-à-dire dans les limites du diocèse, mais pas au delà sinon de plein gré. D'autre part, le comte se reconnaissait à son tour vassal de l'évêque pour le château de Chillon.

L'hommage mutuel résultant de ce double lien féodal est la règle des relations entre l'église et le comté pendant tout le XIII^e siècle. Après la mort du comte Thomas (1 mars 1233), l'un de ses fils, Aymon, auquel le Chablais devait échoir en apanage, donna l'investiture des régales à l'évêque Landri et lui fit hommage pour Chillon. Il eut toutefois à vaincre la résistance de Landri qui semble n'avoir pas voulu rendre à un cadet ce qu'il regardait comme dû à l'aîné; le prélat ne céda que devant l'engagement pris par Aymon d'obtenir l'approbation de son frère, le comte Amédée IV.[3]) En 1255, l'arbitrage qui attribua à Pierre de Savoie tout ce qui dépendait du comté dans le Vallais et dans l'ancien Chablais pour sa part de l'héritage paternel, réserva expressément au comte régnant, Boniface, le fief et l'hommage de l'église de Sion.[4]) Enfin, jusqu'à la fin du siècle, nous connaissons encore les hommages que se prêtèrent réciproquement le comte Philippe et l'évêque Henri [I de Rarogne, 1243—1271] en 1268,[5]) Philippe et l'évêque Pierre [d'Oron, 1274—1287] en 1275,[6]) Amédée V et Pierre (date inconnue),[7]) et enfin Amédée et Boniface [de Challant, 1290—1308] en 1293.[8])

---

[1]) M. D. R., t. XXIX, p. 241.

[2]) Sur l'existence d'un droit analogue pour l'évêché de Lausanne, voy. Hüffer, p. 80. Le *placitum pro regalibus* est mentionné comme une institution régulièrement établie dans la «Déclaration des droits de l'évêque et des habitants de Sion» (M. D. R., t. XXIX, p. 197). A cette occasion, la ville doit l'*auxilium* à l'évêque.

[3]) M. D. R., t. XVIII, p. 420 et 418. Il n'est pas question de cet hommage dans l'accord de Chillon qui régla en 1234 la position d'Aymon, t. XXIX, p. 310.

[4]) *Ibidem*, p. 493.

[5]) M. D. R., t. XXX, p. 135. Lettre de revers en faveur de l'évêque (14 novembre), l'hommage ayant été prêté à Martigny et non au lieu traditionnel des marches, près la Morge de Conthey.

[6]) *Ibidem*, p. 240. Lettre de revers en faveur de l'évêque (6 novembre), à cause de l'hommage prêté à Saint-Maurice. La lettre donnée au comte est aux Archives d'État à Turin, *Traités avec les Vallaisans*, paq. 2, n° 12.

[7]) Acte du 26 janvier 1291 (*ibidem*, p. 405). L'évêque Boniface reconnaît devoir à Amédée V 90 livres mauriçoises «*pro fidelitate quam nobis faciet seu nomine placiti*», et la même somme pour son prédécesseur, l'évêque Pierre, «*pro fidelitate quam sibi fecit ... comes, seu nomine placiti*». Cette singulière interprétation du plait se retrouve dans l'acte de quittance du 1^er juin 1297 (*ibidem*, p. 508).

[8]) *Ibidem*, p. 444. Le plait est dû «*tam pro feudo regalie quam pro feudo de Morgia* (celui-ci fixé à 15 livres en 1224) . . . *in decessu episcopi Sedun*». Il résulte de ce qui précède, que l'hommage était également dû au changement du suzerain.

Durant cette période, l'Empire ne joue qu'un rôle effacé. Il entre rarement en contact avec le Vallais, et son intervention s'inspire alors des circonstances politiques du moment plus que des principes d'un droit public bien établi. Cependant, le nom de l'empereur régnant ne manque jamais dans les chartes de la chancellerie de Sion, et bien que cette indication soit une formule, elle a sa valeur parce qu'elle prouve avec quelle ténacité se conservait le sentiment de l'appartenance au corps de l'Empire, et parce qu'elle permet plus d'une fois d'entrevoir la position prise par les évêques de Sion dans les crises que traverse ce corps.[1])

A la suite de la déposition de Frédéric II, prononcée à Lyon par Innocent IV en 1245, l'Empire est regardé comme vacant.[2]) Innocent, qui déployait une grande activité pour gagner des partisans à son protégé, le roi Guillaume de Hollande, écrit à l'évêque Henri (5 mars 1248), l'exhortant à se joindre au comte de Kibourg pour combattre le roi Conrad. Peu après, il confirme à cet évêque tout ce qu'il a enlevé ou pourra enlever aux partisans de Frédéric et de Conrad dans la petite Bourgogne et dans le pays de Vaud. Enfin, le 19 février 1249, le roi Guillaume concède en fief à *son cher prince* l'évêque de Sion, toutes les conquêtes faites ou à faire sur les personnes et dans les territoires indiqués par la bulle pontificale.[3]) Cette démarche amena l'évêque à reconnaître le roi Guillaume dont le nom figure dès lors régulièrement dans les chartes de Sion.[4]) Au reste, la qualité de prince d'Empire, reconnue à l'évêque par Guillaume, ne paraît pas avoir modifié les rapports avec la Savoie. En 1252, l'évêque conclut avec la ville de Berne un traité d'alliance dans lequel il réserve le pape, l'archevêque de Tarentaise, ses deux supérieurs ecclésiastiques, et le comte de Savoie, tandis que Berne réserve le roi Conrad.[5])

L'interrègne ne pouvait que consolider l'état de dépendance de l'évêché de Sion vis-à-vis de la Savoie. Avec l'avénement des Habsbourg, l'Empire voit son centre de gravité reporté vers le sud, dans la Haute-Allemagne et dans la Suisse; en même temps, il revêt un caractère nouveau, moins universel et plus dynastique. Deux baillis du roi Rodolphe, Hartmann de Baldegg et Richard de Corbières, interviennent devant la cour épiscopale à Sion en faveur d'un vassal du Haut-Vallais qu'une sentence avait privé de son fief; ce tribunal décide malgré eux que la commise est régulière.[6]) Loin de rechercher l'appui de Rodolphe pour secouer le joug savoyard, l'évêque Pierre d'Oron

---

[1]) En 1195, «regnante Henrico, rege *nostro*» (M. D. R., t. XVIII, p. 379); en 1208, «Philippo rege crudeliter interfecto» (assassiné à Bamberg le 21 juin 1208, t. XXIX, p. 161). Faut-il voir une intention politique dans la formule: «Frederico locum imperii tenante (occupante)» qui remplace la formule habituelle, «imperante», à la suite de l'excommunication de Frédéric en mars 1239 (p. 343 et suiv.). Voy. Sternfeld, *op. cit.*, p. 14, 29.

[2]) *Ibidem*, p. 385 et suiv. Du 13 octobre 1245 au 15 janvier 1249, sauf une exception (p. 392).

[3]) *Ibidem*, p. 406, 407, 412.

[4]) *Ibidem*, p. 414 et suiv. Du 19 juin 1249 au 19 mars 1256.

[5]) *Ibidem*, p. 473. Noter qu'en 1249, le comte Amédée de Savoie et son frère Thomas sont dévoués au parti de Frédéric, tandis qu'en 1252, ils ont fait leur paix avec l'Église et reçu les faveurs du roi Guillaume.

[6]) M. D. R., t. XXXI, p. 36. Sur Baldegg, voy. *Fontes rer. bern.*, t. III, p. 341; sur Corbières, Kopp, *Eidgenöss. Bünde*, liv. IV, p. 368.

prend une part active à la résistance que le roi rencontre en Suisse. C'est à cette politique que se rattache le traité conclu en 1282 avec Frédéric [de Montfort], évêque de Coire.[1]) Sans doute, Pierre fit aussi cause commune avec Philippe de Savoie. A une époque inconnue, il dut s'engager à payer au roi Rodolphe une somme de 1500 marcs.[2]) Cette dette ne fut pas acquittée; peut-être était-ce pour en hâter le paiement qu'en 1286, les gens du roi menaçaient d'envahir le territoire de l'évêché.[3]) En 1299, c'est sous les auspices du roi Albert que la paix fut rétablie entre l'évêque Boniface et Pierre de la Tour; dans le diplôme par lequel ce prince devait ratifier le traité négocié par ses représentants, l'évêque de Sion est qualifié de «dilectus princeps noster».[4])

L'hommage mutuel du 2 août 1293[5]) est le premier dont un protocole détaillé soit conservé. Le besoin s'était fait sentir de définir exactement ce qui constituait le fief des régales. L'évêque reconnaît tenir du comte de Savoie *la régale* (ce mot, dans un sens restreint, signifie la justice suprême), la route publique à partir de la croix d'Ottans jusqu'à l'extrémité supérieure du diocèse, la chancellerie et le fief de Mœrel. Le comte fait hommage pour le château de Chillon. Le 16 décembre 1308, l'évêque Aymon [II de Châtillon, 1308—1323] et Amédée V se prêtent réciproquement hommage dans des termes absolument identiques. Dans l'intervalle, le traité du 20 décembre 1301 avait confirmé, en l'insérant dans son texte, l'accord de 1224.[6])

Ce qui a été exposé jusqu'ici montre bien que l'église de Sion ne devait pas attendre de l'Empire la conservation de sa souveraineté territoriale. D'autre part, les évêques et les chanoines composant le chapitre cathédral, étaient choisis pour la plupart parmi les membres de familles étrangères au pays, souvent vassales du comte de Savoie; chez beaucoup d'entre eux, l'intérêt privé primait le besoin d'indépendance politique. De là, la facilité avec laquelle plus d'un évêque, élu sous l'influence du comte, se pliait à en reconnaître la suprématie. Mais au cours des luttes contre les ennemis de l'église, l'esprit national avait poussé de fortes racines dans les différentes classes de la population épiscopale, la noblesse d'office, les bourgeois des petites villes et les ressortissants des communautés rurales; son développement marchait de pair avec celui des libertés communales, en particulier avec la participation croissante des communes aux affaires publiques. C'est dans ce milieu populaire que sont déposés les germes d'où sortira l'État

[1]) M. D. R., t. XXX, p. 311.

[2]) M. D. R., t. XXXIII, p. 447. Liste des dettes de la mense épiscopale à l'avénement de Boniface de Challant. Divers articles sont relatifs à la défense de la terre du Vallais.

[3]) Arch. de la Chambre des comptes à Turin, *Comptes de Chillon*, 1286—87. Vers le 1er sept. 1286, le bailli du Chablais se rend en Vallais à la tête d'une petite troupe «ad succursum terre Vallesie ob timorem gencium regis Alamagnie». Différentes troupes sont envoyées dans le même but; l'une d'elle demeure 12 jours «in montibus de supra Sirro». En 1289, Amédée V envoie le bailli du Chablais et un sien écuyer en Vallais «pro confederacione facienda cum nobilibus de Vallesio», *ibidem*, Comptes de 1289—1290 et M. D. R., t. XXX, p. 389. Comp. aussi le traité de 5 nobles du Haut-Vallais avec l'évêque de Coire, l'abbé de Dissentis et le sire de Frauenberg (5 août 1288), *Eidgen. Abschiede*, t. I, p. 375, reg. nº 31.

[4]) M. D. R., t. XXX, p. 538.

[5]) Voy. plus haut, p. 53 n. 8.

[6]) M. D. R., t. XXXI, p. 168 et 28.

du Vallais, après une double lutte contre la Savoie et contre le pouvoir temporel des évêques.

Nous possédons le vidimus d'un accord entre Amédée V et l'évêque Boniface. Sous cette forme, ce document, dont l'original a certainement existé, est incomplet; son contenu a été manifestement altéré par le copiste du XV^e siècle. L'accord semble se rapporter aux premiers temps de l'épiscopat de Boniface, et dans tous les cas, il est antérieur à l'hommage de 1293.[1]) La principale question en litige est celle des régales. Amédée, se fondant sur la prétendue cession de l'évêque Landri au comte Thomas, revendique la propriété des droits régaliens et prétend probablement exercer lui-même ces droits. Boniface et Pierre de la Tour-Châtillon, qui agit en qualité de représentant des sujets de l'évêché, contestent la validité de la vente attribuée à Landri. Celui-ci, possédant seulement l'usufruit des régales, n'a pu disposer d'elles que sa vie durant; les régales ont été données à l'évêque Théodule et à l'église de Sion par Charlemagne, et en outre, plusieurs seigneurs de la terre épiscopale relèvent directement de l'empereur; le comte n'a jamais été en possession d'aucune portion des régales; la cession de Landri, a-t-elle existé, n'a pas été ratifiée par ses sujets, du reste elle serait entachée de simonie; enfin les régales sont un fief de l'empereur à charge d'une redevance de trois vases de verre et d'un mulet blanc ferré d'argent aux quatre pieds.[2]) Sur tous ces points, Pierre de la Tour en appelle à la connaissance de l'empereur en son nom et au nom de la patrie du Vallais. Il ne fut pas donné suite à cet appel; les parties s'en remirent à un arbitrage qui laissa l'exercice des régales entre les mains de l'évêque dans un territoire déterminé, tout en confirmant le droit d'investiture du comte de Savoie.[3])

Quelles que soient les critiques auxquelles ce document prête le flanc, si l'on admet avec nous qu'il n'a pas été fabriqué de toutes pièces, son examen permet de conclure à l'existence d'un parti national dans le Vallais épiscopal. Aux yeux de ce parti, le fondement des droits de l'église de Sion est la donation du comté par Charlemagne; l'arme dont les partisans de l'indépendance se servent pour combattre les prétentions de la Savoie est la théorie de l'immédiateté impériale. Il est certain que l'influence des idées qui régnaient sur ce point dans la Suisse centrale au XIII^e siècle a dû se faire sentir en Vallais. Sans parler des liens de voisinage qui ont existé de tout temps entre les deux pays, on sait que la population germanique du Haut-Vallais est proche parente de celle des Cantons forestiers et de l'Oberland.

La mort d'Amédée V (16 octobre 1323) marqua pour le Vallais un nouveau pas vers l'indépendance. Le siège de Sion était vacant; peu après, le chapitre élisait un évêque dans la personne d'Aymon de la Tour, frère puîné de Jean, sire de Châtillon.[4]) Ce

---

[1]) M. D. R., t. XXX, p. 445.

[2]) On ignore si cette redevance a jamais été payée; dans tous les cas, elle a le caractère d'un don gracieux. Noter qu'au XIV^e siècle, les la Tour prétendent relever de l'Empire pour leur seigneurie de Châtillon.

[3]) C'est du moins ce qui ressort des hommages de 1293 et de 1308, ainsi que du traité de 1301. Quant au territoire fixé, voy. notre précédente note dans l'*Anzeiger für Schweiz. Gesch.*, 1892, n° 3, p. 367.

[4]) M. D. R., t. XXXI, p. 442, 456; sur Aymon, voy. *Jean de la Tour-Châtillon* dans M. D. R., 2^me série, t. IV, p. 8 n. 4.

prélat, issu d'une famille qui prétendait ne relever que de l'Empire pour son fief de Châtillon, apporta sur le siège épiscopal l'indépendance politique et la ténacité qui distinguaient sa race. Il fut, pendant les quatorze années de son épiscopat, le fidèle défenseur des droits de l'évêché, et l'on peut affirmer que son élection avait eu lieu en dehors de toute influence savoyarde, si ce n'est sous la pression du parti national. Dès le mois de janvier 1323, le comte Édouard de Savoie se trouvait à Conthey;[1]) il chercha sans doute, mais en vain, à obtenir alors du nouvel évêque l'hommage traditionnel. Deux ans plus tard, Édouard revint à Conthey. Cette fois encore, l'évêque n'alla pas à sa rencontre et se contenta de lui envoyer deux représentants, son vicaire Jean Bovet et le sacristain de Sion, Ébal de Greysier. Édouard requit d'eux la prestation de l'hommage et la reconnaissance des fiefs auxquels le comte de Savoie et l'évêque de Sion étaient tenus l'un vis-à-vis de l'autre et suivant l'usage observé par leurs prédécesseurs. Acte fut dressé de cette réquisition qui demeura sans résultat.[2])

Pendant les premières années de son gouvernement, le comte Édouard, tout occupé de ses guerres avec les Dauphins, ne songea pas à intervenir par les armes en Vallais. Il n'avait cependant pas renoncé à vaincre la résistance de l'évêque; les hostilités éclatèrent entre les deux pays dans le courant de l'été de 1327.[3]) L'évêque prit alors le parti de se rapprocher des adversaires du comte de Savoie; il conclut, le 10 juillet 1327, une alliance défensive et offensive contre le comte avec Guigue VIII, Dauphin de Viennois, Henri, baron de Montauban et Hugue, sire de Faucigny.[4]) Par ce traité, les parties prenaient des engagements réciproques pour le cas où Édouard attaquerait le Vallais, ou la terre de Faucigny; en outre, les Dauphins devaient fournir à l'évêque un certain nombre de gens d'armes et un de leurs chevaliers comme capitaine général des troupes épiscopales. Nous ignorons les conséquences immédiates de ce rapprochement, mais il nous donne la clé de l'hommage mutuel que se prêtèrent l'évêque et le comte sur les bords de la Morge, le 3 décembre suivant.[5]) Le comte fit hommage pour Chillon; l'évêque reconnut tenir en fief la route publique et Mœrel, mais il déclara expressément que, par cet acte, il n'entendait porter aucun préjudice à son droit sur la régale de la terre de Sion et sur la chancellerie. Il avait ouï dire à la vérité que plusieurs de ses prédécesseurs avaient reçu l'investiture de ces deux droits de la main des comtes de Savoie, mais il était convaincu qu'ils appartenaient en propre à l' évêque et à l'église de Sion, par privilège des empereurs de Rome, et il ne voulait pas qu'ils fussent compris dans son hommage. Le comte admit ces restrictions tout en réservant ses droits éventuels; l'évêque à son tour donna acte de cette réserve au comte.

Comme on le voit, le procès entamé par l'évêque Aymon n'était pas jugé en dernière instance; aussi bien l'accord de 1327 ne mit pas entièrement fin aux hostilités.[6]) Edouard mourut sans que la question eût été réglée (4 novembre 1330). Son

[1]) M. D. R., t. XXXI, p. 601.

[2]) Arch. d'État à Turin, *Protocoles ducaux*, série camérale, t. 152, fol. 3.

[3]) Arch. de la Chambre des Comptes à Turin, *Comptes de G. d'Arbignon, bailli de Lausanne*, 1325—1330 (dans la série des comptes de Chillon).

[4]) M. D. R., t. XXXI, p. 515.

[5]) M. D. R., t. XXXIII, p. 473.

[6]) Voy. les comptes cités ci-dessus, n. 3.

frère, Aymon, et l'évêque se prêtèrent hommage au bord de la Morge, le 11 janvier 1330; l'acte dressé à cette occasion reproduisait exactement les termes de celui de 1327.[1]) Or, le vidimus qui nous a conservé le diplôme impérial de 1189 a été écrit le 8 janvier 1330, sur l'ordre de l'évêque, dans la chambre haute de la maison épiscopale de Sion.[2]) Il est évident que ce document était le fondement sur lequel l'évêque faisait reposer l'indépendance de son église dans ses négociations avec le comte de Savoie. Cette pièce lui paraissait une preuve d'une plus grande valeur que la simple tradition de la donation de Charlemagne. L'hommage ainsi prêté, l'évêque désirait profiter des dispositions pacifiques du nouveau comte pour atteindre le but qu'il poursuivait depuis son avénement; il convint donc avec lui de remettre la solution de la question à un arbitrage. Deux jours plus tard, le chapitre de Sion ratifiait ce compromis; l'abbé de Saint-Maurice était désigné comme arbitre par le comte, le doyen Girard de Valère, par l'évêque.[3]) Cette tentative n'aboutit pas. Enfin, en 1337, une convention négociée par les officiers savoyards obtint l'approbation du comte Aymon.[4]) Celui-ci renonçait à ses prétentions sur la régale contre le paiement d'une somme de 3400 florins d'or de Florence. Il n'est pas certain que l'évêque ait sanctionné ce projet; l'a-t-il fait, il est probable que sa mort survint (avril 1338) avant que la somme convenue eût été payée, car, sous son successeur, Philippe de Chamberlhac (1338—1342), la question des régales est encore pendante et met aux prises les gens de l'évêché et leurs voisins de Savoie.[5]) Tandis que les Waldstætten recherchaient l'appui de Louis de Bavière, l'église de Sion ne le reconnut jamais; dans les chartes, l'Empire est indiqué comme vacant depuis la mort de Henri VII (1314) jusqu'à l'avénement de Charles IV.[6]) D'autre part, en 1333, dans un projet de cession du royaume d'Arles au roi de France, Philippe de Valois, l'évêché de Sion est énuméré en dehors des possessions de la Savoie; il est donc regardé comme immédiat.[7])

Nous arrêtons ici cette étude. Avec l'évêque Guichard Tavelli (1342—1375), tout dévoué aux intérêts de la maison de Savoie, la face des choses se modifie. Le parti populaire, que l'on commence à désigner sous le nom de *patriotes*, se met à la tête de la résistance nationale. C'est lui qui relève les prétentions à l'immédiateté de l'église de Sion pour combattre l'évêque et le comte ligués ensemble; lui qui provoque l'intervention de Charles IV, dont nous réservons le récit à un mémoire plus étendu. Bornons nous en terminant à l'énumération de quelques faits. Le 22 janvier 1348, l'évêque Guichard et Amédée VI se font réciproquement hommage à l'instar de leurs prédécesseurs.[8]). Cet hommage, conservé sous la forme d'un court extrait, était probablement pareil à celui de 1308, et non à ceux de 1327 et de 1330. Le vicariat im-

[1]) Arch. d'État à Turin, *Traités avec les Vallaisans*, paq. 2, n° 38.

[2]) Voy. plus haut, p. 51 n. 7.

[3]) Arch. d'État à Turin, *Protocoles ducaux*, série camérale, t. 128, fol. 13.

[4]) *Ibidem*, série ancienne, t. 221, fol. 445.

[5]) Cette question est la cause principale de la guerre de 1342. Arch. de la Chambre des Comptes à Turin, *Comptes de Chillon*, juin 1342.

[6]) M. D. R., t. XXXI, p. 240, 247; t. XXXII, p. 468.

[7]) Fournier, *op. cit.*, p. 399 n. 1.

[8]) Arch. d'État à Turin, *Protocoles ducaux*, série camérale, t. 61, fol. 10.

périal concédé par Charles IV au comte Amédée, en 1365, embrasse l'évêché de Sion mais il est révoqué l'année suivante.[1]) Au XV^e siècle, pendant la guerre dite de Rarogne, l'évêque Guillaume, recherchant l'appui du duc Amédée VIII de Savoie, reçoit les régales de la main de ce prince (18 sept. 1415).[2]) Enfin, en 1503 (Ymbst, 15 octobre), l'empereur Maximilien concède au duc Philibert-le-Beau le vicariat impérial sur l'évêché de Sion.[3])

D'autre part, en 1487, après la conquête du Bas-Vallais, l'empereur Frédéric IV donne l'investiture à l'évêque Jost de Silenen.[4]) Dès cette époque, ce n'est plus contre la Savoie mais bien contre ses propres sujets que l'évêque a besoin du secours de l'autorité impériale. C'est contre eux que sont dirigées la confirmation de la Caroline par Charles Quint en 1521, et la confirmation du diplôme de Rodolphe III de Bourgogne par Ferdinand en 1627.[5]) Suivant Ficker, l'évêque de Sion est encore présent à la Diète impériale en 1577, mais à mesure que le gouvernement passe des mains de l'évêque dans celles des dizains, le Vallais, évoluant de plus en plus vers la Suisse, laisse tomber dans l'oubli le lien qui l'unissait à l'Empire.

*V. van Berchem.*

---

## 13. Freiheitsbrief des Grafen Amedeus VI. von Savoyen für Conthey.

1352. Mai 7. Vevey.

Amedeus, comes Sabaudie et [Maurien]ne, Chablasii dux et Auguste ac in Ytalia marchio, universis et singulis tam presentibus quam futuris salutem et memoriam rei geste. Apud eos decernit nostra magnificencia suam dexteram || extendere liberalem quorum fidelitatis et amoris [a]p[ud] nostros predecessores [et] nos sinceritatem opera manifestant. Igitur in animi nostri consideracione revolventes, quod castrum, ville et parrochie *Cont[e]gii, de Vertro* et *de Plano Contegio* sunt in loco limitrofo || terre nostre a parte, Valesii situate, propter quod . . . . .[a]) alias sepius inter nos et Valesienses guerris et dissensionibus exortis homines et incole parrochiarum et locorum predictorum depredationes, neces, vulnera, insultus, i[n]cendia et dampna alia quam plurima sustinuerunt et partibus || contrariis incumbunt in bonis et personis iura nostra, [st]atum et honores tanquam fideles subditi viriliter deffendentes continuis sudoribus, multis pericul[i]s personas proprias exponendo. Pro meritis cupientes eisdem, ut convenit, quantum est nobis possibile, respondere, ut de suis laboribus dignam retribucionem consequantur, et quanto prius se nostre largitatis senserint gratia communitos, tanto ad nostra [et] nostrorum servicia ferventius animentur locaque predicta incolis et habitatoribus nostre largitatis suffragio populata suorum hostium, si quos habeant, quod absit, inposterum fortius valeant incursibus [o]bviare pro nobis nostrisque successoribus et heredibus qui-

---

[1]) M. D. R., t. XXXIII, p. 268 et 307.

[2]) Gremaud, *Introd.*, p. XXIII; Boccard, p. 105.

[3]) Boccard, *Hist. du Vallais*, p. 146.

[4]) Ficker, p. 299 n. 21.

[5]) *Gall. christ.*, t. XII, *Instr.*, col. 456 et Furrer, *Urkunden*, p. 399.

[a]) nunc et R. *nuper* G.

buscumque dictis hominibus utriusque sexus locorum Contegii, de Vertro, de Plano Contegio et parrochiarum eorundem ac posteritatibus ipsorum damus et concedimus ipsos animo beniv[o]lo volentes favoribus prosequi graciosis[b] libertates, immunitates, pr[ivi]legia, franchesias et alia, que et prout inferius continentur, infra confines et limites infrascriptos et per modum hic descriptum, que in presenti pagina fecimus inseri, ne labilitate memorie perire valeant in futur[um] prossequentibus [et] procurantibus negocium huiusmodi dilectis fidelibus nostris Aymone d'Erdes domicello[1], Girardo de Daillon[2], Francisco de Antigniano Lombardo[3] clericis et Johannodo Mareschet [4] burgensibus nostris Contegii pro[se] et aliis supradictis.

Primo, quod nullus burgensis infra banna seu limites di[ctarum] franchesiarum cap[iatur] p[er per]sonam, quamdiu paratus fuerit stare iuri in curia Contegii et ydonee cavere, nisi fur vel latro fuerit vel furtum portans, proditor manifestus, vel homicida seu sanguinem ad mortem faciens. In hoc autem non intelligantur persone officiariorum domini . . . .[c]

Item [qui] percusserit aliquem infra banna et inde mo[r]s sequatur, rigor iuris observetur. Si vero evaserit percussor s . .[d] teneatur ad emendam et solvat domino pro pena sexaginta solidos, vel in corpore puniatur aliter, [si] non habet, unde solvat. Si vero ictus non . . . . . lis cu . . . . . o[e] seu manu armata factus fuerit, fiat emenda iniuriam passo et solvat domino pro ba[nn]o sexaginta solidos, nisi [me]mbri mutilatio intervenerit, in quo casu secundum ius puniatur. Et si forsan ille, qui p[er] alium invasus fuerit de[fend]endo . . . . . .[f] uoquomodo fuerit, ad nullam penam teneatur. Item qui percusserit infra banna de pugno sine sang . . . . . t[g] domino pro banno decem solidos; qui percusserit de pede viginti s[o]l . . . . . que d . . .[h] casuum sanguinis fuerit, sol[v]at domino pro banno sexaginta solidos, nisi sanguis levis fuerit et non atrox per nares vel alibi. In q[u]o casu levitatis prima pe[n]a [s]ufficiat et semper fiat emenda iniuriam passo.

Item si [quis utriu]s[que . . . .[i] cu]ius[cum]que status et condicionis sit, iuratus dicte ville Contegii faciat testamentum et ordinationem de bonis suis mobilibus, immobilibus, quibuscumque et ubicumque sint, qu[a]litercumque faciat, eius ordinatio et testamentum inviolabiliter observetur, sive fecerit per donacionem c . . .[k] [m]ort[is vel] donacione inter vivos seu per c[o]dicillos seu ali[as][l] simpliciter sine scriptura coram testibus tamen seu per formam testamenti aut secundum ius alio modo quocumque.

---

b) G. itaque R. c) offendentes G. d) sibi G. e) fuerit mortalis et cum gladio R. G. f) corpus suum, invasorem percusserit, quoquomodo R. G. g) sanguine solvat R. G. h) et in quocumque dictorum G. i) sexus R. G. k) causa R. G. l) aliter R.

[1]) *Aimo von Erdes*, Junker, kommt urk. seit 1342 vor (Gremaud Nr. 1831) und lebte wahrscheinlich 1378 noch (Nr. 2271). Er war vermählt mit Alice von Greysier, der Schwester des Meiers Bertold von Sitten. (Nr. 1846, 2019, 2271). — Die *Edeln von Erdes* — benannt nach dem nordwestlich Conthey gelegenen Dorfe — gehörten zu den vornehmsten Geschlechtern Contheys. Im 13. Jahrhundert sassen mehrere Angehörige dieser Familie im Domkapitel Sitten.

[2]) *Daillon* nördlich Conthey; der hier erwähnte Gerhard trug das dortige Meieramt als Lehen von dem Freiherrn Peter V. von Turn (Nr. 1990).

[3]) Seine Vorfahren hatten sich als Geldwechsler zu Conthey niedergelassen und das dortige Bürgerrecht erworben (cf. Nr. 1211, 1368).

[4]) Ueber die Familie Mareschet vgl. Nr. 1208, 1211, 1362, 1368.

Item s[i] quis cuiuscumque status et condicionis sit, utriusque sexus, decedat ab intest[at]o et [sine aliqu]a ordinatione de bonis suis, ut premissum est, facienda, et sine lib[eris] de suo corpore legittime procreatis, bona ipsius deffuncti mobilia et immobilia, quecumque et ubicumque sint, [a]d proximiores suos usque ad quartum gradum consanguinitatis ex successione gradali et colla[terali] i[ure] legitime successionis deveniant. Si autem proximiores n[on ex]istan[t], clamores deffuncti de bonis suis primo solvantur et residuum domino applicetur.

Item si aliquis decedat relicta uxore sua et dicta uxor velit u[ti]frui in bonis viri sui, uti possit secundum consuetudinem t[erre] et omnia bona mobilia sua facere solvendo clamores v[ir]i sui eadem lege in viro reservata.

Item contra burgenses et iuratos inquisicio non fiat, nisi denunciacione precedente, vel nisi in casibus criminalibus, ubi inculpatus esset de illo crimine diffamatus, vel factum s[i]t i[t]a [n]otorium seu manifestum, quod celari non possit. In quibus casibus sine denunciacione inquiri possit.

Item si quis clamam fecerit de alio super debito vel prediis . . .[m] se[u] de re immobili aut redditus[n] et usagiis, et peticio per reum denegetur, per ho[c] dominus . . . [o] assumat causam in se inquirendo, sed eam per viam [o]rd[inari] iam coram domino vel iudice discuciatur nec per hoc a quacumque par[te] per negaci[onem] peticionis, licet probetur, ban[num] exig[atur], nisi quis fuerit de periurio manifeste convictus veniendo contra propriam confessi[onem] suam seu iuramentum suum. Dominus autem, ubi sibi videbitur, possit . . .[p] committere breviter et de plano sine iudicii strepitu et figura terminand[i].

Item si aliquis extraneus habitator per annum et diem habitaverit infra banna et confines dicte franchesie receptus a domino vel castellano su[o] et bu[r]gensibus in burgensem, burgensis sit et esse d[ebea]t sol[ve]nd[o] . . . . itates[q] ville et alia u[s]agia faciendo, ut burgensis nec ab aliquo repeti possit, dum tamen infra primum a[nnum] a domino su[o non fuerit] debi[t]e requisitus. Burgenses autem alium burgensem f[ace]re et [r]eciper[e] possint de consilio castellani et expressa v[oluntat]e.

Item si aliquis forefecerit taliter, quod fuerit relegatus vel ad mortem dampnatus et bona sua fuerint confisc[a]ta dominus [c]lam[o]res suos de dictis bonis solvere teneatur.

Item si aliquis condempnatus au[t] convictus fuerit de causa principali in iudicio vel [e]xtra ad cla[mam] alicuius prius fiat ex[e]cucio de peticione principali pro ac[t]ore quam de banno domini.

Item qui ex[tra]xerit gladium de vagena et non per[c]usserit, solvat pro pena decem[r] decem solidos.

Item si aliquis burgensis fuerit spurius vel usurarius, nichilominus de bonis suis testari et ordinare possit et omnibus libertatibus ali[i]s ville concessis uti, sive cum testamento decedat sive eciam ab intestato, et dominus in bonis talium manum non apponat, d[u]m alii debeantur virtute libertatum ville seu eciam de iure.

---

m) terrarum R. G. n) redditibus R. o) non R. G. p) causas R. G. q) communitates G. communitati R. r) sic!

Item quod burgenses possint habere communes sindicos, actores, administratores facere presente et conse[n]ciente castellano, in cuius manibus pre[s]tare debeant debitum iuramentum, et de suis pascuis, nemoribus et rebus aliis communibus ordina[re] una cum hiis, qui in hiis participare deberent, et hoc facere debe[ant] cum castellani consilio et de [e]molumento inde habendo dominus habeat part[em] terciam et communitas duas partes.

Item quod mensure bladi et vini de consilio burgensium et procuratorum ville taillientur, [mo]derentur seu signentur.

Item si aliquis habitans infra contractam Contegii detentus fuerit per dominum ob aliquam causam, detur eidem detento deffens[io] [s], questioni seu torture non ponatur nisi precedentibus iudiciis legittimis et prout iura volunt.

Item si quis habuerit litteram debiti contra alium, ipsum debitum infra terminum a tempore [termini] solucionis recuperet, sin autem ex[i]nde debitor ad solucionem penarum sive usurarum non teneatur nisi in simplici debito [tantum].

Item si quis emerit publice aliquam rem a persona non suspecta infra villam vel banna seu limittes franchesie, que reperiatur alibi vel [i]bidem fore capta violenter vel occul[te], emptor suum precium non perdat.

Item de verbis iniuriosis dictis levi . .[t] iniuria non in presencia officiariorum, sed extra licet iniuriam passus inde sibi em[en]dam fieri p[e]tat, nullam penam patiatur propter hoc, qui dicta v[erba] dixerit, si tantum iniuriam p[a]sso fiat emenda; ubi a[u]tem esset atrox iniuria, secundum ius puniatur.

Item si aliquis familiaris domini aliquem infra banna invaderet man[u] armata s[in]e causa racionabili, invasus se possit deffendere sine pena.

Item si aliquis iuratus vel alius coram domino vel officiariis confessionem fecerit non in modum testis, sed aliter pactionem sive transactionem faciat cum domino de quocumque casu burgensibus non consencientibus, illud dominus ad consequenciam trahere [n]on possit nec libertatibus ville seu burgensibus preiudicium generare.

Item quod mercatum semper teneatur Contegii die martis et quod duobus primis annis omnes de dicta contrata ibidem appor[tare][u] res suas venales vel adducere semel, antequam alibi portent quascunque mobiles compellantur. Et quod aliquis veniens ad [m]ercatum vel rediens a mercato non impediatur in persona vel in rebus per dominum ad clamam alicuius de simplici . . .[v] facta[m]. Et quod ibidem sint nundine perpetue bis in anno, videlicet in festo beati Severini et in festo beati Luce euvangeliste. In nundinis autem dominus tributa percipiat, que in mercato percipere consuevit.

Item quod omnes burgenses et habi[tatores] . . . . . rati[w] tamen semper libertatibus utantur. Alii vero de parrochia Contegii, Plano Contegio et de Vertro et extran[e]i aliund[e] venientes, qui villam et franchesiam iuraverint et domum infra bann[a] seu limittes franches[iarum][x] habuerin[t] . . . . .[y] menses cuiuslibet anni a die prestacionis iu[ra]menti incoand[os] moram infra [b]anna s[e]u limi[t]t[e]s fecerint, presentibus libertatibus uti possint et [e]orum heredes facientes ut supra [quo]cunque casu, dum tamen dicti heredes dictas libertates iur . . . [z]. Cum autem necessitas even[er]it omnes dictis [fran]ch[esiis] uti volentes ad requisici[onem] c[a]stellani infra villam venire

s) defensor R. deffentio G. t) cum R. tamen G. u) apportent G. v) debito R. G. w) ville, iurati G. x) franchesie R. franchesias G. y) et per duos R. G. z) iuraverint R. iurent G.

debeant . . . [a] [I] . .[b] quod burgenses et iurati extra villam morantes anno, in quo [mo]ram fecerint, ut est dictum, dictis libertatibus . . . [c], [anno] vero, quo moram ut supra non fecerint, non utantur. Per hoc tamen non e[x]cludantur, quin semper p[o]stea venire possint, si velint, et moram facere, ut premittitur, et dictis libertatibus uti. Et si forsitan incepta residencia s . . . . . quis . . . im[d] moriatur, nichilominus ipse et sui heredes dictis libertatibus gaudeant, deffectu supplementi residencie in aliquo non obstante. Menses autem sunt Januarius et Februarius, et de residencia credendum sit testibus fidedignis.

Item iurati et burgenses sint fideles nobis et nostris successoribus et ville Contegii, et qui dictas libertates anegare voluerit, facere possit, sed exinde careat commodo libertatum, et solv[at] domino viginti solidos Maurisienses semel; non per hoc excusatus ab aliis usagiis et iuribus, in quibus domino antea tenebatur.

Item quod burgenses et iurati dicte ville vendere possint et emere de feudo domino solvendo per emptorem laudem et vendam, videlicet pro qualibet libra duodecim denarios.

Item de in[tragio], quod dabitur per burgenses de extra dictum locum venientes de novo recipiendo[s], dominus habeat medietatem et residuum burgenses.

Item quicunque dictis libertatibus voluerit receptus et iuratus sive b[ur]gen[si]s infra vel extra morans in expensis factis et faciendis pro presentibus libertatibus optinendis et deffendendis contribuere teneatur, et per castellanum domini ad requisicionem aliorum burgensium vel procuratorum ipsorum ad hoc compellantur.

Item quod banna seu limittes et confines dicte franchesie sint et esse debeant perpetue, ut sunt inferius designata et limittata, videlicet incipiendo a parte [or]ientali per viam tendentem *en la Placi*[5]) et protendendo continue per viam de *Plano Contegio*[6]) desubtus usque in viam *dou Bacclio*[7]) et protendendo continue per viam usque in fontem *de Chamarey* a parte occidentali, et ab illo fonte directe ascendendo per vineas usque in viam tendentem *en Aues*[8]), et ab hinc descendendo inferius per viam et protendendo usque in viam furcatam iuxta clausum prati Perrodi de Contegio, et deinde eundo per viam tendentem iuxta ipsum clausum usque in viam *Croysia*[9]) tendentem a *Sinsina*[10]) et apud *Contegium*, et ab illo loco descendo[e] per viam *del Borin* continue usque ad viam descendentem *en la Placi* primo dictam.

Que omnia et singula capitula suprascripta et que continentur in ipsis pro nobis et nostris successoribus rata, grata, firma et irrevocabilia ha[be]re perpetuo promittimus bona fide sub bonorum nostrorum omnium ypotheca, et nunquam contra per nos vel alium directe vel indirecte quomodolibet facere vel venire, eaque omnia et singula per nostros officiarios quoscumque presentes pariter et futuros et loca tenentes eorundem volumus et precipimus perpetuo inviolabiliter ob[servari] . .[f] in nullo contra modo quo-

[a] moraturi R. [b] Item G. Ita R. [c] utantur R. G. [d] sive mora quis interim R. G. [e] sic! [f] et R.

[5]) La Place. (cf. Topogr. Atlas Bl. 486).

[6]) Plan-Conthey.

[7]) Bailloz.

[8]) Aven.

[9]) le Creux.

[10]) Sensine.

vis per eos attentari. Pro parte quorum burgensium extitit protestatum, quod per aliqua, que superius contineantur nullum sibi in libertatibus aliis, si quas habent a nostris predecessoribus . . . bis[g] concessis preiudicium generetur, supradictis tamen libertatibus pro nobis semper in suo robore duraturis.

Datum apud turrim Viviaci die VIIa mensis Maii anno domini millesimo CCCL secundo.

Ad finem clausi curati a parte occiden . . . [pros]sequendo superius de iuxta ipsum clausum usque. Datum ut supra.

Redd. littr. port.

. . . . . [h] num in consilio presentibus dominis
. . episcopo Sedunensi
. . G. de Balma — A[th] . . .
. . Lud. Reuoyr
. . A. de Urteriis
. . H. Bastardo
. . H[u]go de Bosczosello
. . Jo. Rauaisy
. . Ay. de Pontevitreo
. . L. de Castellione

---

Das teilweise schlecht erhaltene *Original* vorliegender Urkunde (Pergam. 59/62 cm.) befindet sich im Besitze der antiquarischen Gesellschaft in Zürich (Urk.-Sammlung Nr. 1199).

Späte *Dorsualnotiz:* «Franchesia seu libertates anno domini *1302* concessa per Amedeum V comitem Sabaudiae principem suum hominibus burgi seu villae castri nec non parrochiarum Contegii et de Plano Contegio atque Vertro, ubi de sequentibus dissensionibus et guerris inde secutis inter comites dominos et Vallesienses seu episcopos Sedunenses nec non de bannis seu limitibus et confinibus predictae villae, de mercato qualibet hebdomada die Martis tenendo nundiniaeque bis in anno exercendis scilicet in festo B. Severini et in festo B. Lucae, simul cum honorabili testimonio fidelitatis et devotionis hominum de Con. . . . Contegii erga dominum suum multis sudoribus magnisque periculis tempore guerrarum saepe saepius comprobatum.»

Das grosse *Rundsiegel* des Grafen (100 mm.) aus grünem Wachs an roter Seidenschnur ist abgerissen und am Rande stark beschädigt (Abbild. bei *L. Cibrario e D. Promis,* sigilli de' principi di Savoia (Torino 1834) taf. XIV, Nr. 72, Text pg. 155); von der Umschrift sind nur noch die Buchstaben «. . N. Y T. .» lesbar. (cf. auch die Notiz von *de Rivaz* abgedr. M. D. R. XXXI, pg. 45). — Das kleine *Rücksiegel* aus rotem Wachs (30 mm. — Reiter mit dem Schild Savoiens) zeigt die Umschrift «+ *S I G I L L* V. . . . . A P A V D. . .» (abgeb. l. c.)

*Abgedruckt* findet sich dieser Freiheitsbrief für das Städtchen *Conthey* bei *J. Gremaud,* documents relatifs à l'histoire du Vallais III, No. 1178 (M. D. R. XXXI, pg. 36—44), aber unter dem unrichtigen Datum 7. Mai 1302 (vgl. ob. Dorsual-Notiz). Gremaud lagen nur zwei ungenaue Kopien vor, von denen die eine, aus dem Ende des 16. Jahrhunderts, von *Barthélemy Grangéri,* Notar und Bürger zu Saint-Maurice, herrührt, die andere von dem Domherrn *Anne-Joseph de Rivaz,* Pfarrherrn zu Leytron und Conthey (1751—1836). — In den Varianten sind sie mit G. und R. bezeichnet. — Beide sind unrichtig datiert, woran

---

g) vel a nobis R. G. h) per dominum R. G.

vielleicht die Dorsual-Notiz schuld ist. Im *Original* dagegen ist deutlich zu lesen «datum apud turrim Viviaci die VII^a mensis Maii anno domini *millesimo CCCL secundo.*» Der Aussteller dieses Briefes ist infolgedessen nicht Amedeus V. (gest. 1323), sondern dessen Enkel *Amedeus* VI. (gest. 1383), der «conte Vert» der chroniques de Savoye. Diesen finden wir im Jahre 1352 mehrmals bei Anlass der Streitigkeiten zwischen Bischof *Guiscard Tavelli* von Sitten und dessen rebellischen Vasallen im Rhonethal anwesend. Am 25. April hatte ihm die bischöfliche Residenz ihre Thore geöffnet. Noch am folgenden Tage weilte er daselbst.[1]) Dann trat er die Rückreise an. Gewiss betrat er hiebei auch *Conthey,* die sav. Grenzfestung gegen des Bischofs Gebiet. Über Saint-Maurice gieng er an den See; von *La Tour de Vevey* aus erteilte er nun am 7. Mai den Leuten von Conthey, Vétroz und Plan-Conthey den vorliegenden Freiheitsbrief. Daselbst war auch Bischof Guiscard zugegen. Am 11. Mai finden wir den Grafen am andern Ende des Sees, zu *Versoix.* Hier gewährte er an diesem Tage dem Städtchen *Monthey* ähnliche Freiheiten.[2]) Unter den anwesenden Zeugen erscheinen «Guilliermus de Balma[3]), A. de Vrteriis[4]), H. Bastardi, Ludovicus Ravoyre, Jo. Ravaysy, Ay. de Pontevitreo, Anthonius Do. . ons»; man sieht, in der Hauptsache die gleichen wie am 7. Mai. Alle die genannten gehören dem engern Gefolge des Grafen an.

Der vorliegende Freiheitsbrief ist der älteste, den Conthey besitzt; Saint-Brancher im Entremont empfieng schon 1239 einen solchen von Graf Amedeus IV.[5]); Saillon 1271[6]), Saint-Maurice ebenfalls im 13. Jahrhundert[7]), Aigle 1314[8]). Einzig *Marktrecht* hatte das Städtchen Conthey seit 1324; wie zu Saillon fand auch hier jeweilen am Dienstag ein Wochenmarkt (forum) statt.[9])

Auf Bitten der Bürger modifizierte Graf *Amedeus* am 24. Februar 1356 einige Bestimmungen des Briefes vom 7. Mai 1352.[10]) Bestätigt ward dieser am 23. Oktober 1412 durch *Amedeus* VIII. und nach dessen Erhebung zum Herzog nochmals am 5. April 1419, zuletzt von Herzog *Ludwig* von Savoyen am 22. Januar 1457[11]).

*Dr. R. Hoppeler.*

---

## 14. Der Liederdichter Mathis Zollner.

Unsere Kenntnis hinsichtlich der Herkunft des Liederdichters Zollner beruht, so weit ich sehe, einzig auf der in einem St. Galler Codex unter dem Texte des Murtnerliedes stehenden Notiz: auctore Mathia Zoller, Suevo de Louffenberg (Liliencron II.,

[1]) Gr. Nr. 1993.

[2]) Gr. Nr. 1994.

[3]) Guichenon I., 407 nennt ihn «le principal confident du Comte»: hiezu Hist. Patr. Monum. Script. I., pg. 269 ff. Ihn, sowie Lud. Ravoyre und Johannes Ravaysy (später des Grafen «cancellarius») finden wir auch in der Folgezeit in der Umgebung Amedeus VI. (cf. M. D. R. XXVI, 371).

[4]) Anthelme des Urtières. Über diese Familie cf. C. G. Foray, notice sur les Urtières (M. D. S. II, 277 ff.)

[5]) Gr. Nr. 1609 (bestätigt 1322 M. D. S. IV, 164—71; Gr. Nr. 1610).

[6]) Gr. Nr. 2176.

[7]) cf. M. D. S. XXIII, pg. 231 die alten Briefe gingen beim Brand des Städtchens (Ende des 13. oder Anfang des 14. Jahrhunderts) unter; Amedeus V. erneuerte am 5. August 1317 den Freiheitsbrief (l. c. pg. 230—236; Gr. Nr. 1401).

[8]) M. D. R. XXVI, 45—49.

[9]) M. D. S. IV, 183—185; Gr. Nr. 1613.

[10]) Gr. Nr. 2033.

[11]) Heusler, Rechtsquellen, pg. 138, Nr. 565, 566, 568.

Seite 102). Aus dem Nancyliede lässt sich noch entnehmen, dass er zu Bern im Üchtland wohnte (ebenda Seite 109). Zu diesen wenigen Angaben gewährt das Berner Staatsarchiv etliche kleine Notizen, die geeignet sind, auf die Lebensstellung des genannten Mannes einiges Licht zu werfen.

Mathis Zollner kam nicht erst durch die Burgunderkriege nach Bern (G. Meyer v. Knonau, die schweiz. hist. Volkslieder S. 34 u. 55), sondern er erscheint bereits im J. 1458 im bernischen Steuerrodel. Aus jener Eintragung können wir entnehmen, dass er verheiratet war, einen Knecht Namens Benedict Rorer besass, eine Steuer von 1 Ort 5 Schilling bezahlte, an der Kreuzgasse wohnte und das Schneiderhandwerk betrieb. Er war Mitglied der Zunft zum Mohren, welche meistens aus Schneidern und Tuchscherern bestand. Ob man in dem Verse: «Er führt ein stechelin stangen» (Liliencron II, Seite 67 und 109) eine humoristische Anspielung auf die Nadel herauslesen darf? 1469 war er Mitglied einer Kommission, welche die Reformation des Wollengewerbes durchberaten sollte. (Unnütze Papiere 19, Nr. 50). Er pflegte auch die Frankfurtermesse zu besuchen. Im Jahre 1472 verwandte sich der bernische Rat bei demjenigen Zürichs für ihn, wegen eines Geldausstandes beim Kartenmacher Hans Tschetti, (Ratsmanual 10, 133; 11, 3). Von 1460 bis 1507 sass er beständig im grossen Rate (die Bürgerlisten der Jahre 1470, 1474, 1480—84 fehlen zwar), seit 1495 mit seinem Sohne Gutmann. Im Jahre 1494 wohnte er an der Marktgasse und versteuerte das sehr schöne Vermögen von 4500 ℔. (Tellrodel von 1494). Seine Zunft hob ihn aus zum Zuge nach Waldshut (Reisrodel vom Samstag nach Vincula Petri 1468), nach Ericourt (Reisrodel von Simon und Judä 1474) und am 20. Januar 1475 nach Biel (Reisrodel vom Sebastianstag 1475). Sein Todesjahr wird 1507 oder Anfang 1508 sein; demnach brachte er nachweisbar ein halbes Jahrhundert in Bern zu.

Wir besitzen von Zollner die Lieder über den Zug nach Blomont (Liliencron II, 65), über die Schlacht bei Murten (ebd. 99), über den Streit bei Nancy (ebd. 107). Alle drei haben einen übereinstimmenden Schluss: Bitte an die heilige Maria um Herstellung des Friedens. Der ganz gleiche Schluss findet sich auch in dem anonymen Lied vom Mühlhauser Krieg von 1468 (Liliencron I, 550), in welchem zudem nur die Thaten der von den Bernern geleiteten Heeresabteilung besungen werden. Ob es vielleicht auch von Zollner herrührt?

*G. Tobler.*

---

# Historische Literatur die Schweiz betreffend.

## 1893.

### I. Schriften schweizerischer Vereine und Gesellschaften.

**Actes** de la soc. jurassienne d'émulatiou. Année 1892. 2me série, vol. 3, 188 p. Neuveville, impr. Godet.

Darin: V. Rossel, Xavier Kohler. — Fr. Imer, Neuveville avant et après le régime français, 1797—1814. — Schwab, Le colonel Buchwalder, 1792—1883.

**Alte und neue Welt.** Einsiedeln, Benziger.
Darin: Unterhaltung d. Gäste in schweiz. Wirtshäusern. — A. v. Baldingen, Kloster Muri einst u. jetzt. — A. Kessler, Theoph. Paracelsus. — Th. von Liebenau, Blicke in d. Gesch. d. Fischerei. — E. Müller, D. künftige Altdorfer Tell-Monument. — J. Odenthal, Mit wanderfrohem Herzen.

**Anzeiger** f. schweiz. Altertumskunde. — Indicateur d'antiquités suisses. 26. Jahrg. Red.: J. R. Rahn u. C. Brun. Zürich, Verlag d. Antiquar. Ges. 3 Fr.
Inhalt: Vorhistorisches a. d. Eringer- u. Binnenthal, v. B. Reber. — Gräber bei Raron, v. J. Heierli. — Funde a. d. Kt. Solothurn, v. K. Meisterhans. — D. beiden Erlinsburgen, v. dems. — Z. Baugeschichte d. Klosters Einsiedeln, v. K. Stehlin. — D. Wandgemälde d. Barfüsserkirche in Basel, v. E. A. Stückelberg. — Wandgemälde in Wietlisbach, v. Chr. Schmidt. — Bauerngeschirr, v. G. Angst. — Z. Gesch. d. schw. Glasmalerei, v. dems. — Römisches in Kaiseraugst, d. Basler Hardt u. in Basel-Augst, v. Th. Burckhardt. — E. Evangeliar a. d. 9. Jh., v. B. Haendcke. — Restauration d. Klosterkirche in Königsfelden, v. J. C. Kunkler. — Wandgemälde in d. Stiftskirche zu Payerne, v. E. A. Stückelberg. — D. Kästchen v. Scheid, v. J. Jecklin. — Literatur u. kl. Nachrichten, v. C. Brun.

**Anzeiger** f. schweiz. Geschichte. Hgg. v. d. Allg. Geschichtf. Ges. d. Schweiz. 24. Jahrg., N. F. Red.: G. Tobler. Bern, Wyss. 2 Fr. 50.
Inhalt: Eröffnungswort, v. G. v. Wyss. — Z. Gesch. d. Familie Silenen, v. R. Hoppeler. — Zu d. Frage d. Einwanderung d. Lötscher im Berner Oberland, v. G. Meyer v. Knonau. — D. Eidgenossenjahrzeit, v. A. Küchler. — Tagleistungen a. d. Reformationszeit, v. W. Merz. — Calviniana, v. P. Vaucher. — D. Stellung d. Auslandes im Villmergerkrieg, v. Th. v. Liebenau. — Nachtr. z. Briefwechsel d. Th. Stapfer u. Paul Usteri, v. R. Luginbühl. — Kulturhistor. Miszellen, v. Th. v. Liebenau. — Todtenschau schweiz. Historiker 1892, v. W. F. v. Mülinen. — Ü. einige Ortsnamen d. auf d. Peutinger'schen Tafel verzeichneten Strasse v. Windisch n. Rottweil, v. M. Wanner. — Nochmals d. Rapperswiler, v. H. Zeller. — Eigenleute a. d. Ämtern Winterthur u. Frauenfeld (1350—1360), v. R. Thommen. — D. neu entdeckte Lied v. d. Schlacht bei Murten, v. L. Tobler. — Bern u. d. fremden Gerichte, v. H. Türler. — D. Grabinschrift d. Nicolaus v. Diesbach, v. H. Türler. — D. sog. „Eitrahuntel", v. H. Wartmann. — D. Meier v. Simpeln, v. R. Hoppeler. — Ce que coûtait un diplôme impérial au XIV^me^ siècle, par V. van Berchem. Zwinglis Gutachten ü. e. Bündnis mit Konstanz, Lindau u. Strassburg 1527, v. J. Strickler. — Papiers de 1712, par E. de Muralt. — Conrad Türst in Bern, von H. Türler. — Historische Literatur d. Schweiz betr. 1892, v. G. Tobler.

**Archiv** d. hist. Ver. d. Kts. Bern. Bd. 14, Heft 1, XXVIII u. 94 S. Bern, Stämpfli. 2 Fr.
Inhalt: J. Strickler, Akten z. Gesch. d. Oberländer-Aufruhrs Frühjahr 1799. — H. Hagen, Schultheiss Niklaus v. Diesbach.

**Archives** héraldiques suisses. Organe de la Société suisse d'héraldique. 7^me^ année. Réd.: M. Tripet. 4°. Neuchâtel, Archives hérald. suisses. 5 Fr.
Darin: Notes sur la noblesse neuchâteloise. — Sceaux et armoiries des abbés de Bellelay. — Sceaux de la reine Berthe. — M. de Diesbach, Tombeaux de l'abbaye de Hauterive. — F. Gull, Datum u. Wappen im Turm v. Erstfelden. — F. Jecklin, Gerichtssiegeländerungen. — J. Grellet, Statistique héraldique. — Nochmals Steinbrugg. — Armoiries de la famille Gaullieur. — v. Mülinen, Vitrail de la famille de Mülinen. — M. Tripet, Anciennes armes de Neuchâtel; quelques mots sur le couvent de Bellelay; matrices des sceaux. — Exlibris. — Bibliographie. — Varia.

**Argovia.** Jahresschr. d. hist. Ges. d. Kts. Aargau. Bd. 24. 116 S. Aarau, Sauerländer. 3 Fr.
Inhalt: J. Hunziker, D. Ausgrabungen v. Lunkhofen. — A. Münch, D. Erzgruben u. Hammerwerke im Frickthal u. am Oberrhein. — Fr. Wernli, D. St. Johannpfarrkirche zu Laufenburg. — A. Schumann, Aargauische Literatur 1891—93.

**Beiträge** z. vaterländischen Geschichte. Hgg. v. d. Hist. u. Antiqu. Ges. Basel. N. F., Bd. 3 (13), Heft 4. S. 381—455. Basel, Georg. 2 Fr. 50.
Inhalt: K. Schmidt, D. Briefe Joh. Oporins an d. Strassburger Prediger Conrad Hubert. — L. Sieber, Paul Cherlers Sendbrief ü. Oporins Leben u. Tod. — Th. Burckhardt, Worte d. Erinnerung an Dr. Achilles Burckhardt.

**Beiträge,** thurgauische z. vaterl. Gesch. Hgg. v. hist. Ver. d. Kts. Thurgau. Heft 33, 157 S. Frauenfeld, Gromann. 3 Fr.

Inhalt: J. Büchi, Bericht ü. d. im Schaarenwald bei Diessenhofen gemachten Fund römischer Münzen, mit Berichtigungen u. Nachtrag. — H. Stähelin, Glasgemälde v. Unter-Bussnang v. 1591. — D. Huldigung in d. Landgrafschaft Thurgau seit d. J. 1712. — (Amstein), Auszug aus d. „Journal" d. Joh. Konrad Freienmuth, Regierungsrat. (Forts.) — A. Büchi, D. Fischinger Jahrzeitbuch. — H. Stähelin, Thurg. Chronik 1892. — J. Büchi, Thurg. Literatur 1892.

**Bericht** ü. Handel u. Industrie im Kt. Zürich f. d. J. 1892. Hgg. v. d. kaufmänn. Ges. Zürich. 4°, VII. 158 S. Zürich, Reimmann. 4 Fr.

—: d. kaufmännischen Directoriums ü. Handel, Industrie u. Geldverhältnisse d. Kantons St. Gallen im Jahr 1892. 4°. St. Gallen, Zollikofer.

—: ü. d. Thätigkeit d. st. gall. naturwissenschaftlichen Ges. 1891/92. Darin: Th. Schlatter, Die Einführung der Kulturpflanzen in d. Kantonen St. Gallen u. Appenzell, S. 97—146.

**Bibliographie** f. schweiz. Landeskunde. Mitteil. V d. Centralkommission. 52 S. Bern, Wyss.

—: F. Lauchert, Bibliogr. d. christkath. Kirche d. Schweiz. VI, 30 S. Bern, Wyss. 60 Cts.

—: W. Speiser, Tr. Geering, J. Kummer, Bankwesen, Handelsstatistik, Versicherungswesen. 207 S. Ebd. 3 Fr.

—: Eidg. topogr. Bureau (Red. J. H. Graf), Stadt- u. Ortschaftspläne, Reliefs u. Panoramen d. Schweiz. XIII, S. 331 -490. Ebd. 3 Fr.

**Bibliothèque** universelle et Revue suisse. Lausanne. Darin Vol. 58: F. Dumur, Ch. Pictet de Rochemont. — Vol. 59: N. Droz, Le mode d'élection du conseil fédéral. — E. Rosier, Histoire d'un fleuve: Le Rhône. — Vol. 60: Ph. Godet, Lettres inédites de Bonstetten à Stapfer. — N. Droz, Louis Ruchonnet.

**(Blösch, E.)** D. Berner Chronik d. Valerius Anshelm. Hgg. v. hist. Verein Bern. Bd. 4 (1514—1522), 532 S. Bern, Wyss. 7 Fr. 50. (R.: HistJbGörres 15, 196).

**Bollettino** storico della Svizzera italiana. Anno 15. Red: E. Motta. Bellinzona, Colombi. 5 Fr.

Contenuto: Personaggi celebri attraverso il Gottardo. — I baliaggi italiani nella prima guerra di Villmergen. — Il marchese Ottavio Albicini forlivese eremita di San Bernardo sopra Comano. — Appunti di toponomastica lombarda, per C. Salvioni. — Gli affreschi del Ticino, di nuovo scoperti in Lugano, Ascona e Mairengo dal Prof. J. R. Rahn. — Architetti ed ingegneri militari sforzeschi. — Acquisti in Milano per conto di sindacatori svizzeri. — A proposito di monete bellinzonesi. — La famiglia Garovaglio di Bissone. — Dall' Archivio dei Torriani in Mendrisio. — Aggiunte e rettifiche agli „Appunti di toponomastica lombarda". — Le sculture del rinascimento nell' Oratorio di Moncucco provenienti da Lugano. — Sul viaggio dell' abate Geroldo di Einsiedeln e di Alberto di Bonstetten a Roma. — La beata Cristina da Spoleto era del lago di Lugano. — Una nuova epigrafe di Mesocco. — A proposito delle case dei pagani. — L'Ospitale di S. Maria in Lugano e i suoi benefattori. — Ulrico Zwingli e Francesco II Sforza (1531), di Ghinzoni. — Un medico di Morcote del quattrocento. — Musica dei tre laghi. — Una „nota" autobiografica di Carlo Botta. — Architetti Luganesi dei secoli XV—XVI. — Ancora di Cristoval de Virués a proposito di un articolo di Edmondo Dorer. — Goethe e il Lago Maggiore. — Il corpo di S. Macario nella chiesa di S. Biagio di Magliaso. — Varietà. — Cronaca. — Bollettino bibliografico.

**Bulletin** de la soc. d'hist. et d'arch. de Genève. T. 1, livr. 1 et 2, p. 1—226. Genève, Jullien, 1892.

Contenu: J. Mayor, Fragments d'archéologie genevoise. — Th. Dufour, Une lettre de Charles VIII. — C.-M. Briquet, De la valeur des filigranes du papier. — E. Favre et E. Pictet, Lettres inédites de Voltaire à J. Necker de Germany et à J.-A. de Luc. — A. Cartier, La „Brève Résolution" de Calvin. — P. Vaucher, Echos du centenaire fédéral: 1. Sur un point obscure du premier pacte; 2. Sur l'alliance de 1291 entre Zurich, Uri et Schwyz.

**Centralblatt** d. Zofingervereins. Bd. 33. Darin: M. Tripet, La Suisse héraldique. — M. Gmür, D. Wahl d. Bundesrates durch d. Volk. — J. Gonin, La révolution vaudoise en 1798. — A. Wieland, Entwicklung d. schweiz. Militärorganisation in diesem Jahrh. — Biographien v. G. Studer, H. Nüscheler, L. Vuillemin, V. Ruffy, J.-C. Kern, F. Fiala.

**Etrennes** nouvelles, fribourgeoises. 27me année, 116 p. Fribourg, Fragnière. 1. Fr. 50

Contenu: A. Gremaud, Le pont de Neuenegg (19—25). — F. Reichlen, Le château d'Arconciel (39—44). — M. de Diesbach, La confrérie de St. Jacques de Compostella à

Tavel (47—51). — Surnoms des villes et des villages fribourgeois (52—54). — Notices nécrologiques (1—11, 97—106).

**Etrennes** neuchâteloises, publiées par F. Jeunet. 8°. Le Locle, imprimerie Courvoisier. 2 Fr. 80.

Année 1re (1889): Les horlogers neuchâtelois au 18me s. — Etienne Besançenet. — Voyage dans la principauté de Neuchâtel 1872. — Notice sur quelques livres imprimés à Serrières. — Extrait des régistres de la juridiction de Valangin, compulsés en 1838.

Année 2me (1890): Les monuments celtiques du Jura neuchâtelois. — Les généraux neuchâtelois. — Description de la principauté de Neuchâtel et Valangin par A. Amiet 1692. — Description de la Chaux-de-Fonds 1841. — Rousseau et Dupeyrou. — Récit de ce qui s'est passé à Neuchâtel le 8 Janvier 1690. — Ancienneté du Locle. — Etablissement de la paroisse de la Brévine 1624.

Année 3me (1891): Description des charges, offices et tribunaux de la souveraineté de Neuchâtel et Valangin au commencement du 18me s. — Lardy, Le château de Rochefort. — A. Jaccard, Le charbon de pierre du Locle. — J.-L. Wurflein, Coup d'oeil sur les moeurs de la Chaux-de-Fonds au 18me s. — Précis histor. des troubles qui ont agité le pays de Neuchâtel et Valangin en 1766—8. — Dr. Cornaz, Les familles médicales de la ville de Neuchâtel. — Une delibération du conseil de la bourgeoisie de Valangin 1703.

Année 4me (1892): F. Jeunet, Essai hist. sur l'abbaye de Fontaine-André.

Année 5me (1893): F. Jeunet, L'église catholique dans le canton de Neuchâtel. 404 p.

**Fischerei-Ztg.**, schweizerische. Pfäffikon, Zwingli.

Darin: Th. v. Liebenau, Gesch. d. Fischerei auf e. verschwundenen Schweizersee. Beil. 1. — H. Hulftegger, Der Trüschenfang im obern Zürichsee. Beil. 2.

**Fontes** rerum Bernensium. Berns Geschichtsquellen. Bd. 7 (1344—1353). Gr. 8°, 762+68 S. Bern, Schmid. 25 Fr.

—: Chronol. Verzeichnis d. Urkk. f. d. Bde. 1—7. Gr. 8°, 360 S. Bern, Schmid. 12 Fr.

**Geschichtsfreund.** Mitt. d. hist. Ver. d. 5 Orte Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden u. Zug. Bd. 48. XL. u. 372 S. Einsiedeln, Benziger. 7 Fr.

Inhalt: A. Nüscheler, D. Gotteshäuser d. Schweiz, Dekanat Luzern (Schluss). — R. Durrer, D. Familie v. Rappenstein u. ihre Beziehungen z. Schweiz. — R. Brandstetter, D. Aufführung e. Luzerner Osterspiels im 16/17. Jahrh. — J. L. Brandstetter, Literatur d. 5 Orte 1891 u. 1892. (R.: Vaterl. Nr. 234).

**Jahrbuch** d. schweiz. Alpenklub. Bd. 28. Darin: W. Zwicky, D. Burgen u. Schlösser am Rätikon (197—222). — A. Wäber, D. Bergnamen d. Berner Oberlandes vor d. 19. Jahrh. (235—63).

**Jahrbuch,** Basler. Hgg. v. A. Burckhardt, R. Wackernagel, A. Gessler. V, 303 S. Basel, Reich. 5 Fr.

Inhalt: F. Burckhardt, W. Schmidlin, Dr. phil., Dir. d. schw. Centralbahn. — C. Wieland, E. Staatsprozess aus d. letzten Tagen d. alt. Eidgenossenschaft. — C. Sartorius-Burckhardt, M. Joh. Jac. Huber, weil. Pfarrer u. Dekan zu Sissach. — R. Wackernagel, Strübinsche Chronik (1529—1627). — F. Meyer, Gesch. d. öffentl. Kunstsammlung zu Basel. — A. Socin, J. J. Spreng, ein basler. Gelehrter. — F. Platters Historie v. Gredlin. — D. Burckhardt, Ansicht Basels a. d. Jahre 1572. — F. Baur, Basler Chronik. (R.: ASchwZg. 1892, No. 299).

**Jahrbuch,** politisches, d. schweiz. Eidgenossenschaft. Hgg. v. C. Hilty. 8. Jhg. 619 S. Bern, Wyss.

Inhalt: C. Hilty, Ü. d. Grundlagen d. schweiz. Erziehung. — Eidg. Geschichten aus d. Regenerationszeit: D. Feldzüge d. Oberstlieut. Albrecht v. Muralt, v. ihm selbst beschrieben. — Staatsrechtl. Mitteilungen: 1. Ü. Krieg u. Frieden u. d. Voraussetzungen schiedsgerichtl. Entscheidung v. völkerrechtl. Streitigkeiten; 2. D. schweiz. Bundesgericht. — Jahresbericht 1893. — Beilagen: E. Gutachten d. Pater Girard v. Freiburg an d. helvet. Regierung ü. d. Unterricht in d. Schweiz; Aktenstücke z. Rheinregulierung 1893; Aktenstücke ü. d. Unruhen in Bern, Juni 1893. — E. Hilty, Ü. d. rechtliche Natur u. Zukunft d. Wasserrechts.

**Jahrbuch** f. schweiz. Geschichte. Hgg. v. d. Allg. Geschichtforsch. Ges. d. Schweiz. Bd. 18, XXV u. 331 S. Zürich, Fäsi. 7 Fr.

Inhalt: A. Schulte, Gilg Tschudi, Glarus u. Säckingen. — F. Gundlach, J. v. Müller am landgräfl.-hessischen u. kön.-westfäl. Hofe in Cassel. — Th. v. Liebenau, D. luzernische Bauernkrieg 1653, I. Teil. (R.: SchwRundschau 2, 349; NGlarnerZg, 12.—17. Aug., v. J. Iselin; ZGORh. 48, 177).

**Jahrbuch** d. hist. Ver. d. Kts. Glarus. Heft 28. 96 S. Glarus, Bäschlin. 3 Fr.
Inhalt: Schindler, Nachtr. z. Verzeichnis d. Münzsammlg. — J. Heierli, Archäol. Funde in Glarus. — G. Heer, Landammann Paulus Schuler u. s. Zeit. — Ders., D. Geistlichen d. Kirche Betschwanden 1528—1632.

**Jahresbericht** 1892 d. Ver. f. d. Mittelalt. Sammlung in Basel. 4°. Basel, Schweighauser.
Darin: A. Burckhardt, D. Spiel im dt. Mittelalter u. d. Spielbretter u. Brettsteine d. hist. Museums zu Basel, S. 20—37.

**Inventare** schweiz. Archive. Hgg. v. d. Allg. Geschichtf. Ges. d. Schweiz. S. 1—120. Bern, Wyss. (Beil. z. AnzSchwG.).
Inhalt: R. Wackernagel, Staatsarchiv Basel-Stadt. — H. Türler, Staatsarchiv Bern; Stadtbernische Archive; Stadtarchiv Biel. — O. Henne am Rhyn, Staatsarchiv St. Gallen. — (C. Leder u. J. Schwarzenbach), Stadtarchiv St. Gallen.

**Mémoires** et documents publiés par la Soc. d'hist. et d'archéologie de Genève. Genève, Jullien. Nouv. série, T. 3, livr. 2 et 3, pag. 237—563.
Contenu: P. Ladame, Les mandragores ou diables familiers à Genève au 16me et 17me s. — B. Reber, Recherches archéol. dans le territoire de l'ancien évêché de Genève. — E. Favre, H.-L. Bordier. — A. Cartier, Arrêts du conseil de Genève sur le fait de l'imprimerie et de la librairie de 1541—1550.
Nouv. série, T. 5, livr. 1 (p. 1—162): G. Valette, Mallet-Du Pan et la révolution française. — E. Pictet, Journal d'un Genevois à Paris sous le consulat. — A. Sarasin, Inclusion de Genève dans la neutralité helvétique en 1792.

**Mémoires** et documents publiés par la Soc. d'hist. de la Suisse romande. T. 37, VIII. 632 p. Lausanne, Bridel. 8 Fr.
Contenu: J. Gremaud, Documents relatifs à l'hist. du Valais. Tome 6 (1375—1402).

**Mitteilungen**, kleine, d. mittelschweiz. geogr. Gesellschaft. Jhg. 1. Aarau.
Darin: W. Merz, Fenster- u. Wappenschenkungen in Aarau (33—7, 53—4). — Reisebrief e. Thüringers aus d. Schweiz 1805 (45—6). — Alte Reime auf e. Zofinger Fünfbätzler (61—2). — J. Keller, Lobsprüche auf d. Stadt Aarau (49—53). — Lehmann, Verzeichnis d. Glasgemälde d. Kts. Aargau (42—4).

**Monat-Rosen** d. schweiz. Studenten-Vereins. Basel. Bd. 38. Darin: A. Bugmann, Der Gottesfreund im Oberland, S. 64—80.

**Musée** neuchâtelois. Recueil d'histoire nationale et d'archéologie. Organe de la société d'histoire du canton de Neuchâtel. 30me année. 8°. Neuchâtel, Wolfrath. 8 Fr.
Contenu: Jean Rodolphe Osterwald, par H. de Rougemont. — J. J. Rousseau à Môtiers, par Ph. Godet. — Notre patois, par L. Favre. — Sceaux de Juridictions, par M. Tripet. — Les papiers peints de la Favarge, par A. Godet. — Origine d'un dicton, par E. — Arbres historiques, par Ph. Godet. — Les bornes de Burgziehl, par A. Godet. — Autobiographie et souvenirs de Frédéric Caumont, par Ph. Godet. — Chaclatons en 1820, par M. Diacon. — Une lettre du Marquis de Puysieulx, par L. Favre. — Dans quel esprit il est utile d'étudier notre histoire, par M. Diacon. — Mandrin dans le pays de Neuchâtel, par Ch. Châtelain. — Architecture neuchâteloise, par A. Godet. — La loterie royale de 1776, par M. Diacon. — Notes généalogiques sur la maison de Neuchâtel, par J. Grellet. — Mémoyres de plusieurs choses remarquées, par moi A. Chailliet, depuis l'an 1614 (suite). — Coupe neuchâteloise du 18e siècle, par A. Godet. — Les grivoises, par A. Godet. — Séjour d'un Neuchâtelois à Berlin en 1712, par V. Humbert. — Bannière de l'abbaye de tir de Saint-Sulpice, par M. Tripet. — Les blocs erratiques, par L. Favre. — La „Cage" du château de Vallangin, par Ch. G. Tissot. — Un automate des Maillardet, par A. Godet. — Les drapeaux de la Bourgeoise du Landeron, par M. Tripet. — Les premières promotions à Neuchâtel 1758 et 1759, par W. Wavre. — Emer de Vattel, par Ph. Godet. — Relation de ce qui s'est passé à Neuchâtel à l'arrivée de S. E. le baron de Lentulus, gouverneur de la principauté, etc. 1768, par Ch. Châtelain. — Notre musée des Beaux-Arts, par L. Favre. — Médailles et décorations du Collège de Neuchâtel, par W. Wavre. — Miscellanées. — La „grande lacune" dans le monnayage de Neuchâtel, de 1774 à 1798, par W. Wavre. — Porte du château de Valangin, par Ch. Châtelain.

**Neujahrsblatt** 1893 d. Ges. z. Beförd. d. Guten u. Gemeinnützigen in Basel: R. Wackernagel, D. Stadt Basel im 13. u. 14. Jahrh., mit hist. Karte. 4°, 64 S. Basel, Georg. 1 Fr. (R.: ASchwZg. 1892, Nr. 304; BaslNachr. 1892, Nr. 354).

—: d. Literar. Ges. Bern: H. Türler, Meister Johann Bäli u. d. Reliquienerwerbungen d. Stadt Bern in d. Jahren 1463 u. 1464. — (G. Tobler), Übersicht d. hist. Lit. d. Kts. Bern 1892. 4°, 34 S. Bern, Wyss. 1 Fr. 20. (R.: Bund Nr. 7; BernerZg. No. 8; BernerTgbl. Nr. 13; HistJbGörres 14, 433).

—: d. Lehrerkonferenz d. Bezirks Brugg. 4. Jahrg. 48 S. Brugg, Effingerhof. 25 Cts. Darin: Aus d. ältesten Gesch. d. Klosters Königsfelden. — Schiffbruch bei Brugg 1626. J. Wüst, Schulmeister v. Birrhard 1772—1847. — Gesch. Notizen.

—: d. hist. Ver. St. Gallen: A. Hardegger, D. Cistercienserinnen zu Maggenau. — (O. Fässler) St. Galler Chronik 1892. — (J. Dierauer), St. Gallische Literatur 1892. 4°, 66 S. St. Gallen, Zollikofer. 2 Fr. 40.

—: d. Kunstvereins u. d. hist.- ant. Ver. in Schaffhausen: C. H. Vogler, D. Bildhauer Alex. Trippel aus Schaffhausen. (Forts.) 4°, S. 51—94. Mit 14 Taf. Schaffhausen, Schoch. 2 Fr. 50. (R.: SchwRundsch. 1893, I, 345; DLZg. Nr. 14).

—: d. Hülfsges. Winterthur: Volksbildung u. Volksschule in geschichtl. Beleuchtung. 8°, 88 S. Winterthur, Kieschke. 2 Fr. 20.

—: d. gemeinnütz. Ges. in Zug: C. Arnold, Ü. Volksernährung. — J. Hunziker, D. Waldmannhaus zu Blickenstorf. — Chronik.

—: d. Feuerwerker Ges. Zürich: A. Bürkli, D. Schweizerregiment v. Roll in englischem Dienste 1795—1816. — H. Pestalozzi, Chronik d. schweiz. Artillerie v. 1888—1891. Mit 1 Karte. 4°, 45 S. Zürich, Höhr. 2 Fr. 20.

—: d. antiquar. Ges. Zürich: H. Zeller-Werdmüller, Mittelalterl. Burganlagen d. Ostschweiz. Mit 4 Taf. 4°, 32 S. Zürich, Höhr. 3 Fr. 50.

—: d. Hülfsges. Zürich: J. v. Ah, Wie sorgt d. Land Unterwalden für seine Armen u. Kranken. Mit 1 Lichtdr. 4°, 32 S. Zürich, Höhr. 1 Fr. 70.

—: d. Künstlerges. Zürich: Pestalozzi-Wieser, Leben d. Malers u. Schriftstellers Aug. Bachelin. Mit 2 Abbild. 4°, 33 S. Zürich, Höhr. 2 Fr. 75.

—: d. Stadtbibliothek Zürich: Th. Vetter, Engl. Flüchtlinge in Zürich während d. ersten Hälfte d. 16. Jahrh. Mit 1 Taf. 4°, 23 S. Zürich, Höhr. 2 Fr 20.

—: d. Waisenhauses Zürich: W. v. Muralt, Leonhard v. Muralt, Med. Dr. Mit Portr. 4°, 38 S. Zürich, Höhr. 2 Fr. 20. (R. d. Zürch. Neujahrsbll.: NZZg. Nr. 11; ASchwZg. Nr. 16. 18; BernerTgbl. Nr. 13—4).

**Quellen** z. Schweizer Geschichte. Hgg. v. d. Allg. Geschichtforsch. Ges. d. Schweiz. 13. Band: Albrecht v. Bonstetten. Briefe u. ausgewählte Schriften. Hgg. v. A. Büchi. XI, 288 S. Basel, Geering. 7 Fr. 20. (R: LCBl. Nr. 40; ZGORh. 47, 715; ThurgZg. Nr. 31; NZZg. 1894, Nr. 31).

**Revue** de la Suisse catholique. Organe de la soc. helv. de St. Maurice. 23me année. Fribourg, impr. cath. suisse. 8 Fr.

Contenu: Les trappistes en Valais (1—9, 91—106). — A. Hyrvoix, Notes sur le prieuré de Rougemont (145—67). — C. Folletête, La journée du 10 août 1792 (237—63). — Ch. Bourban, Etude sur un bon pasteur de la basse époque romaine et un ambon de l'époque mérovingienne, retrouvé à St. Maurice, avec une notice hist. sur St. Maurice d'Agaunum sous la domination romaine et dans l'antiquité chrétienne (347—56, 713—24). — F. Jeunet, Les origines du couvent de Payerne (392—406); Marie de Savoie, comtesse de Neuchâtel (497—506). — P. Berthier, Lettres de J.-Fr. Bonomio (485—92, 561—81, 637—55, 725—51).

**Revue** historique vaudoise. Red.: P. Maillefer. 1re année. 384 p. Lausanne, Vincent. 5 Fr.

Contenu: P. Maillefer, Le pays de Vaud au 18me siècle. — E. Mottaz, Necker et Mad. de Staël en Suisse. — Dumur, Documents et anecdotes relatifs à la dîme. — B. Golliez, Vespasien et Aventicum. — Ch. Dénéréaz, Statuts etc. de Corseaux. — Le général Jomini et les mémoires de Marbot. — Les trompettes d'église. — Un titre de bourgeoisie au 17me siècle. — Don de joyeux avènement. — E. Rossier, Une académie (Lausanne) au 16me siècle. — J. Cart, Les protestants français réfugiés dans le pays de Vaud et la bourse française de Rolle. — Réponse des quatre pasteurs de Lausanne au conseil d'état sur l'altération des moeurs 1830. — L. Courthion, Vallée et commune de Bagnes en Valais. — A. de Montet, Les troupes suisses au service de France depuis les derniers temps de l'ancienne monarchie jusqu'à aujourd'hui. — P. Maillefer, La constitution de Neuchâtel en 1806. — G. Favey, La première fête civique à Pompaples. — A. Piaget, Trois poèmes

inédits d'Otton de Granson. — B. Dumur, Alerte à Lutry 1509. — H. Gay du Borgeal, Les nobles d'Ollon. — M. de Diesbach, Les stalles de Moudon. — Prise de Berne par les Français 1798.

**Rundschau,** Schweizerische. Hgg. v. F. Vetter. Jahrg. 3. Zürich. 15 Fr.

Aus Bd. 1: F. Vetter, Briefe J. A. Schmellers an S. Hopf. — J. H. Graf, Einführung der Stundenzonenzeit. — G. Tobler, Ein unbekanntes Lied v. d. Schlacht bei Murten. — H. Falkenhagen, E. menschl. Niederlassung aus d. Renntierzeit. — Th. Im Hof, Aus d. ersten Zeiten d. Helvetik. — Aus Bd. 2: E. Götzinger, Landammann Sailer als Dichter u. Geschichtschreiber. — P. Fischer, Ortsnamen im Rhonethal u. am Genfersee. — E. Tissot, Alphonse Vuy.

**Schweizer-Blätter,** Katholische. Organ d. schw. Ges. f. kath. Wissenschaft u. Kunst. N. F. 9. Jahrg. Red.: J. Schmid, Th. v. Liebenau, J. J. v. Ah, N. Kaufmann, K. Attenhofer. Luzern, Räber. 7 Fr.

Darin: J. Stammler, D. St. Antoniuskirche in Bern. — Ders., D. Domschatz v. Lausanne u. s. Überreste. — J. G. Mayer, Kleine Beitrr. z. Gesch. d. Bischöfe v. Konstanz im 16. Jahrh. — A. Ammann, D. Klosterfrauen in St. Katharinenthal u. d. Reformation. — E. A. Haller, D. Stunden d. Andacht v. Zschokke? — Ders., Vorreformatorisches aus d. Schweiz. — L. Sutter, D. Dominikanerklöster auf d. Gebiete d. heutigen Schweiz im 13. Jahrh. (Sep. 115 S. 1 Fr. 30). — J. Schwendimann, E. Luzerner Sociologe: X. Herzog. — J. Hürbin, Johannes Mabillon. — Propst A. Tanner.

**Statistik** schweiz. Kunstdenkmäler. Im Auftr. d. eidg. Landesmuseums-Kom. beschrieben v. J. R. Rahn. Zürich, Verlag d. antiqu. Ges. Gr. 8°, S. 1—72. (Beil. z. AnzSchwAlt.)

Inhalt: J. R. Rahn, R. Durrer, K. Meisterhans, J. Zemp, D. mittelalt. Kunstdenkmäler d. Kts. Solothurn.

**Taschenbuch,** Zürcher. Hgg. v. e. Ges. zürch. Geschichtsfreunde. N. F. 16. Jahrg. Mit 5 Abbild. 311 S. Zürich, Höhr. 5 Fr.

Inhalt: J. Keller, D. Schlosser-Lavatersche Korrespondenz a. d. Jahren 1771 u. 1772. — H. Zeller, D. Freien v. Eschenbach, Schnabelburg u. Schwarzenberg. — A. Maag, Erinnerungen d. Obersten Johannes Landolt v. Zürich a. d. Jahren 1807—1815. — O. Hunziker, Bericht d. Antistes Hess ü. s. Anteil an d. Vorgängen d. 29. Jan. 1798. — Zürcher Chronik u. Literatur. (R.: NZZg. Nr. 27; ASchwZg. 1892, No. 305).

**Urkundenbuch** d. Stadt Basel. Hgg. v. d. hist.-antiquar. Ges. zu Basel, bearbeitet durch R. Wackernagel u. R. Thommen. Bd. 2 (1268—1290). 4°, IV, 521 S. 2 Siegeltafeln mit 20 S. Text u. Plan. Basel, 27 Fr. 60 (R.: KathSchwbll. 10, 143; AZg. 1894, Beil. Nr. 89.)

**St. Ursenkalender** 1893, Solothurn. Darin: D. Franzosenherrschaft im Kt. Solothurn. — Siechenhäuser in d. Schweiz. — D. Kapelle zu Dreibeinskreuz. — D. Belagerung v. Solothurn 1318. — Zur Topographie d. Stadt Solothurn. — Kalenderverbot v. 1760.

**Zentralblatt** f. Jagd- und Hundeliebhaber. St. Gallen, Zollikofer. Darin: Beitrr. z. Kenntnis des Wisent, fälschlich Urochs genannt. (S. 219—20, 230—32.) (Forts. folgt.)

---

## Zur Beachtung.

Frühere Jahrgänge, auch einzelne Nummern des Anzeigers können, so weit vorrätig, beim Bibliothekar der Gesellschaft, Herrn Prof. Dr. E. Blösch in Bern, bezogen werden.

Redaktion: *Dr. G. Tobler* in Bern. — Druck und Expedition von *K. J. Wyss* in Bern.

**Beilage:** Inventare schweizerischer Archive S. 121—136.